T 2137 - 711 - 10,00 F
3792137010003 07110

C.I.R.A.

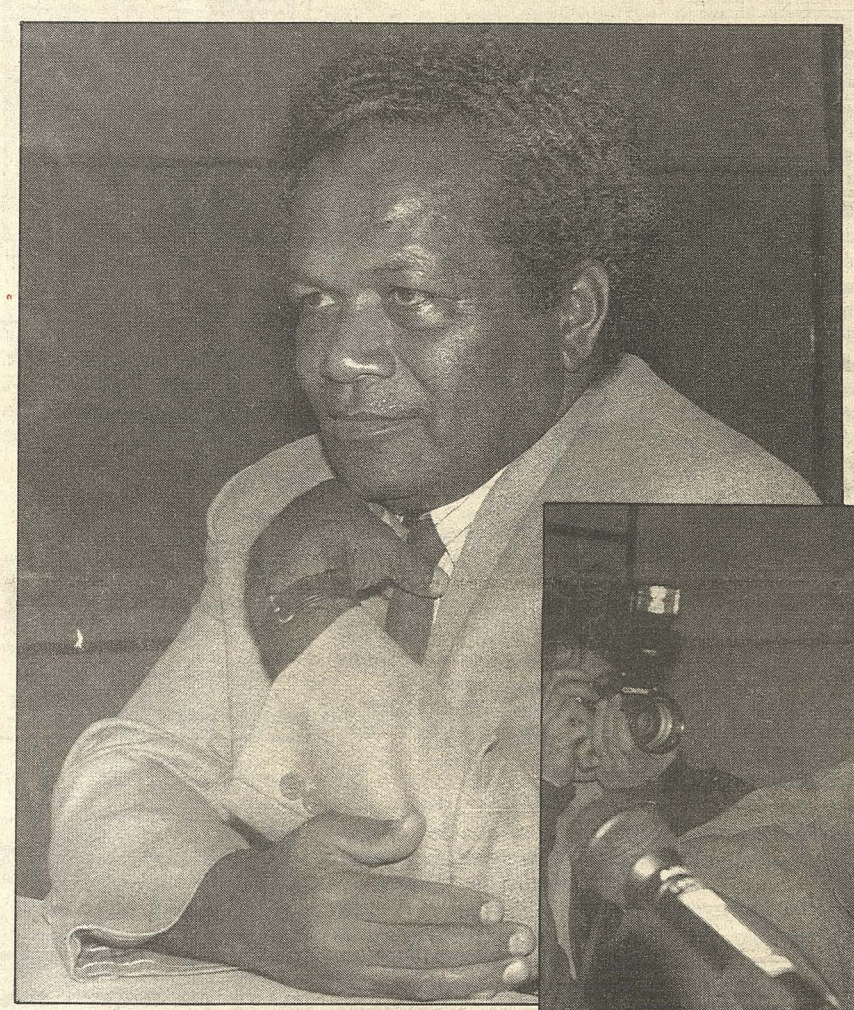
ISSN 0026-9433

le monde hebdo **libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE — adhérente à l'I.F.A. — N°711 JEUDI 9 JUIN 1988 10,00 F

## DÉCOUPAGE DE LA KANAKY...

# 2 COLONIES POUR LE PRIX D'UNE ?



## Editorial

**Les colleurs d'affiches de toutes épaisseurs et de toute farine vont enfin pouvoir se reposer. Les élections sont bientôt finies. Les états-majors vont compter tout ce qui leur reste de sous, histoire de ne pas avoir à jouer les pingres lors de la prochaine consultation. Ça va être le calme médiatique, les vacances au bord de la mer.**

**Les laissés-pour-compte de la crise, les pas grand-chose, les loqueteux, ceux qui ont, comme l'a écrit Prévert, le pain quotidien relativement hebdomadaire n'avaient rien à espérer, n'ont rien réçu et ne recevront rien.**

**La Chambre va rosir, l'incroyable U.R.C. se finit dans un beurk, le parti communiste ne représente plus que lui-même et le Front national est assommé par une claque phénoménale.**

**Mollement, le P.S., dirigé par l'Elysée, va montrer à ses militants de gauche que gouverner au centre c'est pas mal non plus. La grosse cochonne démocrate n'y retrouve plus ses petits gorets d'électeurs.**

**Le retour de manivelle subi par la droite montre bien qu'aucune loi électorale, qu'elle soit proportionnelle ou majoritaire n'est fiable et qu'elle peut toujours se retourner contre ceux qui acceptent le jeu. C'est le privilège de la démocratie que de légaliser les tripatouillages et les magouilles.**

**Il reste qu'aucun changement ne saurait sortir des urnes, l'émancipation se fera dans la rue... Jamais le capitalisme ne sera remis en cause. La légitimité républicaine reconnaît ainsi le cocufiage officiel. Pour ce qui est des anarchistes, il n'y aura pas de paix sociale.**

## Marché de dupes...

LE 15 mai, lorsque le gouvernement socialiste de M. Rocard a décidé d'envoyer une mission « œcuménique » chargée de « *rétablir le dialogue* » en Nouvelle-Calédonie, bien peu ont parié sur les chances de succès de celle-ci. Après deux ans d'hystérie chiraquienne entretenant les pires illusions extrémistes, après les événements d'Ouvéa : on constatait que les intérêts spécifiques des Caldoches et des Canaques étaient sacrifiés sur l'autel électoraliste métropolitain.

### Le poids de la réalité

Heureusement, de part et d'autre, les illusions sont tombées : pour les uns avec le massacre de quatre gendarmes et l'exécution sommaire des preneurs d'otages, pour les autres avec l'élection présidentielle de Mitterrand et la perspective de sept ans de gouvernement socialo-centriste. Dès lors, il fallait vivre ensemble, constater qu'il y a des Blancs indépendantistes, des Canaques et surtout des Mélanésiens opposés à l'indépendance ; et donc essayer de calmer le jeu des extrémistes de tout bord.

Comment s'étonner alors de l'annonce par monsieur Lafleur (R.P.C.R.) et Tjibaou (F.L.N.K.S.), la semaine dernière, d'une « solution » consistant en la création de deux régions autonomes. La première, composée de la partie sud de la Grande-Terre, serait administrée par les « loyalistes » ; la seconde, regroupant les îles Loyauté et la partie nord, deviendrait la Kanaky « séparatiste ».

Les anarchistes, qui ne sont pas des boutefeux inconscients, ne peuvent que se réjouir d'un retour au réalisme et d'une tentative de réconcilier les communautés. Mais ce réalisme est celui des Etats : il sauvegarde les intérêts impérialistes de la France dans cette région et protège la domination économique des Blancs. A eux un tiers du territoire, avec ce qui fait la richesse de la Nouvelle-Calédonie : le nickel, l'usine de transformation du minerai, le barrage de Yaté (principale source d'énergie), l'aéroport international et le site touristique le plus intéressant. Aux Canaques le reste, c'est-à-dire ce qui demeure à développer, ce dont la France ne s'est pas occupée depuis le début de la colonisation en 1853 : au mieux le secteur de l'élevage, peu florissant et contrôlé par les Européens, et quelques mines de nickel et de chrome de seconde zone.

C'est en fait une partition économique de dupes qui privilégie une communauté au détriment de l'autre, mais une division politique du gâteau en ce qui concerne la gestion de deux régions par les bourgeoisies canaque et caldoche. Les éléments semblent réunis pour connaître dans quelques années une situation de bantoustan qui permettra à la région riche de venir puiser dans les réserves humaines de la partie pauvre, bénéficiant d'une indépendance toute relative.

(Suite page 3)

# communiqués

**• NANTES**

**Le groupe de Nantes organise une émission de radio de 11 h 30 à 12 h 30 sur Radio Alternantes (97.5 MHz) tous les samedis matin.**

**• CHAMBÉRY**

**La liaison de la Fédération anarchiste de Chambéry propose à tous les lecteurs du « Monde libertaire » en Savoie de prendre contact avec elle par l'intermédiaire du secrétariat aux Relations intérieures.**

**• PERPIGNAN**

**Le groupe Puig-Antich organise, le samedi 11 juin 1988, à partir de 14 h jusqu'à minuit, à Toulouges (près de Perpignan) une fête libertaire de soutien à « Infos et analyses libertaires ». Nous proposons des projections vidéo suivies de débats : « De toda la vida » (les femmes et la révolution) ; « Pobles en armes » (la Révolution espagnole) ; « L'affront national » (anarchisme et antifascisme) ; « L'anarcho-syndicalisme » (son actualité aujourd'hui). Une partie musicale avec des groupes de Perpignan (José Montaner, Sam Zarka, les Matou-souris), ainsi que de Lyon (Haine Brigade, les Glauques) et de Barcelone (Monstruación). Différents stands d'informations, d'associations, telles que la L.D.H., Stop-Racisme, etc., et une buvette. Bref, de quoi remplir convenablement sa journée, tout ça pour 40 F seulement.**

**• MELUN**

**Le groupe Louis-Lecoin de Melun tiendra un stand à la fête de « Sémaphore » (journal alternatif local), organisée en collaboration avec « Politis », qui se déroulera le vendredi 24 juin 1988, de 18 h à 24 h, au gymnase du C.E.-S.N.E.C.M.A., chemin du Clocher à Dammarie-les-Lys. Entrée : 20 F.**

**Rédaction-Administration** : 145, rue Amelot, Paris 11e
**Directeur de publication** : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
**Imprimerie** : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

# sommaire

**PAGE 1 :** Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Société :** Le découpage de la Nouvelle-Calédonie, Interview d'un militant indépendantiste, Lettre à Jean-Pierre Chevènement, Amis lecteurs — **PAGE 4, Luttes :** Lesieur, M. Rocard, C.G.C., Porc : nouvelles mesures, R.A.T.P., En bref — **PAGE 5, Société :** Le logement aux P.T.T., Le comité des mal-logés, Les loyers en 1992 — **PAGE 6, Dossier :** Interview d'Andrée Michel — **PAGE 7, Dossier :** Interview de Maurice Joyeux — **PAGE 8, Société :** Nouvelles du front, Saint-Denis : la faucille et le goupillon, Skins à Rouen — **PAGE 9, Informations internationales :** Allemagne fédérale, Sicile, Chili, Revue de presse — **PAGE 10, Archive :** Jeleznia-kov — **PAGE 11, Expressions :** Concert punk, Programmes de Radio-Libertaire, Livres, Note de lecture, Gala de soutien « clé en main », Procès de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** L'idéologie des droits de l'homme, Prisons.

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

| TARIF | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|---|---|---|---|
| 1 mois, 5 n° | 35 F | 70 F | 60 F |
| 3 mois, 13 n° | 95 F | 170 F | 140 F |
| 6 mois, 25 n° | 170 F | 310 F | 250 F |
| 1 an, 45 n° | 290 F | 530 F | 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

**BULLETIN D'ABONNEMENT**
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

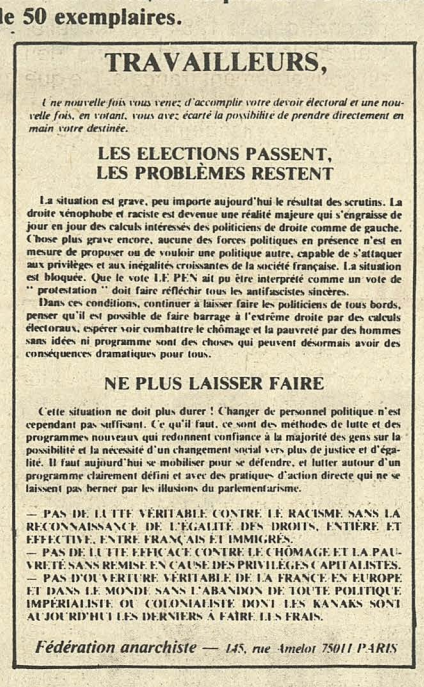
Abonnement de soutien ☐
Chèque postal Chèque bancaire ☐ Autre ☐

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin**
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

# éditions

**• AFFICHE**

**Une nouvelle affiche vient d'être éditée, elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F l'unité et de 0,80 F au-dessus de 50 exemplaires.**



TRAVAILLEURS,

*Une nouvelle fois vous venez d'accomplir votre devoir électoral et une nouvelle fois, en votant, vous avez écarté la possibilité de prendre directement en main votre destinée.*

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLÈMES RESTENT

La situation est grave, peu importe aujourd'hui le résultat des scrutins. La droite xénophobe et raciste est devenue une réalité majeure qui s'engraisse de jour en jour des calculs intéressés des politiciens de droite comme de gauche. Chose plus grave encore, aucune des forces politiques en présence n'est en mesure de proposer ou de vouloir une politique autre, capable de s'attaquer aux privilèges et aux inégalités croissantes de la société française. La situation est bloquée. Que le vote LE PEN ait pu être interprété comme un vote de " protestation " doit faire réfléchir tous les antifascistes sincères.

Dans ces conditions, continuer à laisser faire les politiciens de tous bords, penser qu'il est possible de faire barrage à l'extrême droite par des calculs électoraux, espérer voir combattre le chômage et la pauvreté par des hommes sans idées ni programme sont des choses qui peuvent désormais avoir des conséquences dramatiques pour tous.

NE PLUS LAISSER FAIRE

Cette situation ne doit plus durer ! Changer de personnel politique n'est cependant pas suffisant. Ce qu'il faut, ce sont des méthodes de lutte et des programmes nouveaux qui redonnent confiance à la majorité des gens sur la possibilité et la nécessité d'un changement social vers plus de justice et d'égalité. Il faut aujourd'hui se mobiliser pour se défendre, et lutter autour d'un programme clairement défini et avec des pratiques d'action directe qui ne se laissent pas berner par les illusions du parlementarisme.

— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE RACISME SANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS, ENTIÈRE ET EFFECTIVE, ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS.
— PAS DE LUTTE EFFICACE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETÉ SANS REMISE EN CAUSE DES PRIVILÈGES CAPITALISTES.
— PAS D'OUVERTURE VÉRITABLE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE SANS L'ABANDON DE TOUTE POLITIQUE IMPÉRIALISTE OU COLONIALISTE DONT LES KANAKS SONT AUJOURD'HUI LES DERNIERS A FAIRE LES FRAIS.

*Fédération anarchiste — 145, rue Amelot 75011 PARIS*

**• « INFOS »**

**« Infos » n° 23 est dans les kiosques et librairies. Il arrive juste à point pour accompagner la fête du 11 juin 1988 à Toulouges, fête qui lui est dédiée. Au sommaire de ce numéro spécial d'été, tous les sujets brûlants de l'heure sont abordés : le 1er-Mai à Perpignan ; l'antifascisme sous toutes ses coutures ; les violences policières ; la Nouvelle-Calédonie ensanglantée ; l'antimilitarisme ; l'anarchisme vu par les jeunes ; le nationalisme, le régionalisme, le fédéralisme, analysés comme formes opposées d'organisations sociales ; le 44e Congrès de la Fédération anarchiste et ses propositions d'action ; R. Knobelpiess et l'acharnement judiciaire ; la solidarité avec Mario Ines Torres incarcéré à Alcala de Meco ; un dossier de souvenirs en forme d'album sur Mai 68 ; etc. « J'y suis, j'y reste » titre notre édito qui se veut base d'action commune pour tenter de résoudre efficacement les problèmes vécus par les immigrés. Riche cette « Infos » l'est sans conteste dans son contenu. On peut se le procurer pour 10 F à : I.S.A.L./C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.**

## Souscription

**Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.**

# communiqués

**• LILLE**

**Ils gèrent des librairies, publient des journaux, organisent des conférences, animent des radios libres... ce sont les espaces alternatifs ! Ils se réunissent pour la première fois à Lille, à l'invitation du groupe Benoît-Broutchoux (F.A.), pour confronter leurs expériences et débattre de la situation locale. Rendez-vous donc pour le « Carrefour des espaces alternatifs » samedi 18 juin, de 15 h à 19 h, en compagnie des associations suivantes (sous réserves) : Réso, Du côté des femmes, Espace Karl-Marx, Echappée Alternative, Libre pensée, Centre culturel libertaire, Lettre nord alternative, Radio Boomerang, Radio Campus (un duplex sera organisé en direct sur 91,4 MHz). Une seule adresse bien sûr : C.C.L., 1-2, rue Denis-du-Péage à 500 mètres du métro Fives.**

**• SEVRAN-BONDY**

**Le groupe Sevran-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat, le samedi 18 juin, à 20 h 30, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (ou 132, avenue Gallieni, RN 3), sur le thème : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires. L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ».**

**• GRANVILLE**

**Il est possible de contacter la liaison Granville, dans la Manche. Pour cela, écrire aux Relations intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.**

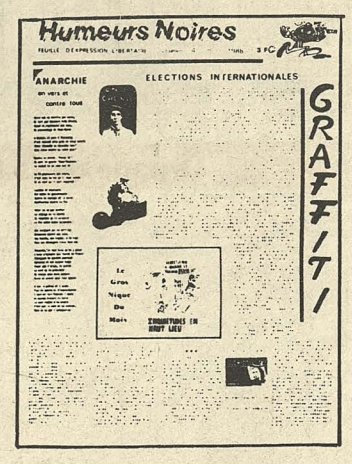
**Permanence du secrétariat aux relations intérieures :**

**le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08**

# éditions

**• FEUILLE**

**La feuille « Graffiti » du groupe « Humeurs Noires » vient de paraître. Ce numéro 4 est disponible au prix de 3 F. L'abonnement est de 30 F pour une année.**




**• « LE FARFADET »**

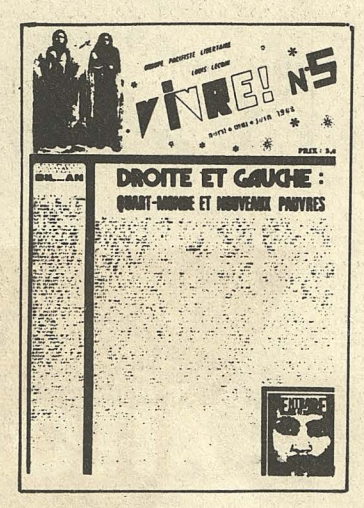
**La revue « Le Farfadet » du groupe de Nantes vient de sortir son numéro 4. Il est possible de l'obtenir contre 3 F.**

**• BROCHURE**

**Cette brochure sur le logement s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement ». Cette dernière brochure est une rapide présentation des contributions libertaires aux luttes pour le logement (disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F).**

**• « VIVRE »**

**« Vivre » n° 5, le micro-journal trimestriel du groupe Louis-Lecoin de Melun, est désormais disponible. Vendu 3 F, on peut s'y abonner : 1 an, 20 F ; abonnement de soutien 50 F ; abonnement de propagande (5 exemplaires) 100 F. Les chèques sont à adresser à l'ordre de « Groupe Louis-Lecoin association », et à envoyer à : Groupe Louis-Lecoin / U.P. 77, B.P. 123, 77194 Dammarie-les-Lys cedex.**

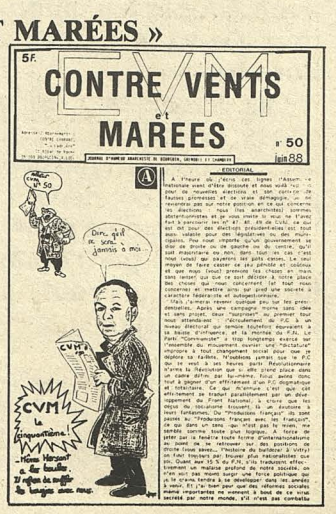



**• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »**

**« Alternative libertaire » n° 15, journal local édité par le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres, ou s'abonner (30 F les 4 numéros) à l'adresse suivante : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers (chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.).**

**• « CONTRE VENTS ET MARÉES »**

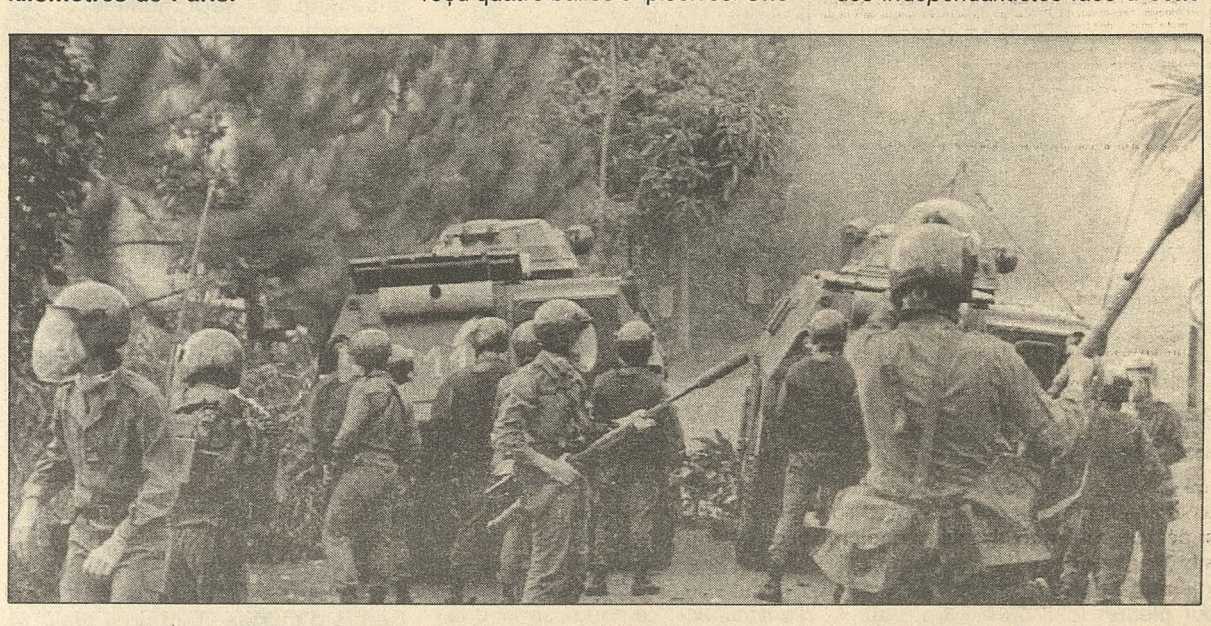
**Le numéro 50 de « Contre vents et Marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry, vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).**



## NOUVELLE-CALÉDONIE

# Interview d'un militant indépendantiste

**SUITE aux dernières décisions gouvernementales, prises en ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, il nous a semblé important de revenir sur les exactions commises par l'armée française et sur le climat qui règne actuellement à 20 000 kilomètres de Paris.**



**Voici des extraits d'une émission de Radio-Libertaire (« Les damnés de la terre »), où sont intervenus des représentants du F.L.N.K.S.-France, au moment où la mission française achevait son séjour touristique...**

**La rédaction**

**— Militant indépendantiste :** Actuellement, une mission œcuménique composée de gens de diverses obédiences est en Nouvelle-Calédonie, mais la situation ne change pas pour autant. L'armée a encore tué un jeune qui surveillait les allées et venues aux alentours de la tribu de Paola. Des militaires l'ont abattu par derrière. On n'ose pas le dire, mais là-bas le climat de tension est terrible. Le jeune en question s'est enfui et a reçu quatre balles explosives. Une balle a traversé les intestins avant d'exploser... Il a agonisé pendant deux heures. La famille a demandé une autopsie, mais comme il s'agit de l'armée il n'y en pas eu. (...)

Tout ça pour dire que la répression continue et que ça risque d'empirer. La commission est venue tester le terrain et temporiser en attendant les législatives. Si les socialistes sont majoritaires à l'Assemblée, ils vont plus ou moins appliquer la politique qu'ils mènent depuis 1984 en Nouvelle-Calédonie. Nous, on attend rien du gouvernement français. Ce que l'on veut c'est l'indépendance, ensuite on discutera des modalités.

**— Radio-Libertaire :** *Pouvez-vous maintenant nous dresser un tableau de l'état de mobilisation des indépendantistes face à cette recrudescence de violence de la part de l'Etat ?*

**—M.I. :** Il y a énormément de flics en ce moment, même si le gouvernement a changé, entre 10 000 et 13 000 hommes. Actuellement, les gens des comités de lutte sont assez vigilants. Ils doivent assurer la surveillance des tribus et tourner la nuit, car il y a des casernements de mobiles et de paras un peu partout.

A Nouméa, une bombe a explosé dans la cité Pierre-Lanquette, faisant quatre blessés et un mort (une femme perdant son bébé, un vieillard ayant les tympans crevés...).

Il y a aussi énormement de fascistes qui circulent sur tout le territoire. Depuis la réélection de Mitterrand, ils ont peur que ce dernier ponde un statut d'indépendance et que, là-bas, les gens soient complètement bernés. (...)

Maintenant, je pense qu'il y a toujours un climat de méfiance et de tension. Le gouvernement actuel, quoi qu'on dise, ne fait rien pour désenclaver les tribus des forces de l'ordre. A Ouvéa, l'aéroport est toujours sous contrôle militaire, comme un peu partout.

**— R.-L. :** *En fait, il n'y a eu aucun geste concret du gouvernement pour retirer les troupes...*

**— M. :** Non ! Encore une fois, on passe après les intérêts du gouvernement français, dans l'immédiat les législatives. Pour nous, la position ne change pas. Je rappelle que l'on exige le retrait des forces de l'ordre de Kanaky et le désarmement des milices fascistes — car personne n'ignore que les extrémistes de droite ont tout préparé pour rendre la situation beaucoup plus explosive et mettre le gouvernement socialiste dans de réelles difficultés. (...)

Il faut faire en sorte que l'on négocie dans des conditions un peu plus calmes, dans la mesure où d'une part on est d'accord pour préparer un dialogue avec la mission et où, dans le même temps, on descend des Canaques. (...)

Jusqu'à présent, on n'a pas fait le nécessaire pour que les tensions entre indépendantistes et anti-indépendantistes soient moins marquées. Maintenant il n'y a plus un fossé mais carrément une tranchée entre les deux communautés. On veut toutefois réaffirmer que l'on reste mobilisé. L'affaire d'Ouvéa n'a pas pour autant entamé la détermination du peuple canaque, au contraire ! Même si les actions relatées dans les médias peuvent paraître parcellaires, sur le terrain les militants sont toujours mobilisés. Face aux forces de l'ordre présentes actuellement, mais aussi face à la répression qui peut venir de l'extrême droite, en train de s'organiser. On ne le dit pas assez, mais l'attentat dont nous parlions tout à l'heure a eu lieu dans un quartier populaire. N'y habitent que des Canaques et des Wallisiens. Ce n'est pas innocent si une bombe a explosé là.

**— R.-L. :** *Elle aurait pu d'ailleurs faire encore plus de dégâts... Ces attentats dirigés contre la population, c'est tout à fait la stratégie de l'extrême droite « pure et dure », comme celle appliquée en Europe dans les années 70, notamment en Italie...*

**Retranscription assurée par le comité de rédaction**

# Lettre ouverte à Chevènement

**VOTRE attitude à l'égard du massacre d'Ouvéa est profondément choquante. Le battage médiatique que vous orchestrez autour de cette affaire appuie trop évidemment une démarche électorale. En fait vous utilisez pour les législatives les cadavres des morts tués pour les présidentielles. D'une certaine manière vous vous contentez de prolonger l'œuvre de Pasqua et de Pons. En transformant les élections en macabre décompte.**

**Certes, vous pourriez rétorquer aux anarchistes : « *Ce ne sont ni vos élections ni vos morts.* » En ce qui concerne la sordide comédie du vote, nous vous en laissons le soucis. La soif de pouvoir, les mensonges et les magouilles ne nous intéressent que dans la mesure où les urnes désignent nos adversaires privilégiés du moment. Les morts non plus nous ne cherchons pas à les annexer, ni les indépendantistes ni les gendarmes. Nous sommes bien sûr plus proche du combat des premiers que du travail répressif des seconds. Mais nous vous laissons la responsabilité de ces morts.**

**Car, quelles que soient les facettes humanitaristes de votre discours, vous ne pouvez sérieusement vous désolidariser de la politique coloniale qui, depuis de très nombreuses années, conduisit à Ouvéa et conduira bientôt à d'autres explosions en Polynésie et aux Antilles. En vous contentant d'atténuer les tensions sans vous attaquer aux fondements des problèmes, qui sont autant du domaine de l'indépendance politique que de la justice sociale, vous ne faites que préparer de nouveaux drames.**

**De plus, il semble que votre attitude soit particulièrement irrespectueuse par rapport à l'armée elle-même. Il est trop facile de rechercher des responsabilités individuelles, lorsque des morts ont lieu au cours d'un acte de guerre. Ainsi, vous entretenez le mythe d'une sorte de chevalerie, comme si la guerre était un sport soumis aux règles du fair-play. En rejettant la responsabilité sur quelques individus vous n'empêcherez pas de nouvelles bavures.**

**Il est illusoire d'espérer que vous tirerez les conséquences du massacre d'Ouvéa vis-à-vis de l'institution militaire. Néanmoins nous vous suggérons de réfléchir à la nature même de l'armée, et de ne plus parler de bavures lorsqu'il s'agit des conséquences logiques d'une opération de guerre. Quelles que soient la rigueur et l'honnêteté de ses membres, quelle que soit son idéologie, aucune armée au monde n'est à l'abri de sanglantes « bavures ». Vous pouvez sélectionner le personnel, approfondir la formation, punir les exécutants trop zélés, jamais vous ne pourrez réformer la principale mission de toute armée, qui est de « détruire l'ennemi ». Aucune destruction ne peut être « propre » et ni vous ni personne ne pourrez obtenir d'une armée qu'elle renie sa nature, à moins de la supprimer.**

**F. DAVID**

# Amis lecteurs

**Comme nous vous l'avons déjà expliqué, un nombre important d'abonnés est une garantie d'indépendance financière pour le *Monde libertaire*. Il nous manque environ 200 abonnés nouveaux pour équilibrer notre trésorerie. C'est peu et beaucoup à la fois, et donc la raison pour laquelle nous vous proposons différentes sortes d'abonnements correspondant à vos moyens.**

**Les plus fortunés (ou plutôt les moins pauvres...) paieront le prix fort, ce qui représente tout de même plus de 35% de remise sur un an. Les chômeurs et les taulards ont droit à une réduction de 50% sur le prix normal de l'abonnement. Quant aux plus démunis, qui ont bien souvent la plus grande volonté de s'organiser (voir tout le travail réalisé sur la précarité...), nous espérons qu'ils pourront compter sur votre solidarité et ainsi profiter des débats et des réflexions que peut engendrer la lecture du *Monde libertaire*. Si vous pensez faire plaisir à un(e) ami(e), n'hésitez pas à l'abonner pour la durée de votre choix !**

**Les administrateurs**

**Enfin, voici pour le mois de mai la liste des souscriptions au *Monde libertaire* :**

**François RIGAL (60 F) ; Daniel TEYSSIER (50 F) ; Henri PLANAS (710 F) ; Nelly CLEMENT-GUYADER (30 F) ; Anonyme (30 F) ; Robert TOURANCHEAU (60 F) ; J.-P. GARDES (60 F) ; Anonyme (100 F) ; PASCAUD (60 F) ; Anonyme (102 F) ; Emilia LEBOSSE (56 F).**

**Total du mois de mai : 1 318 F**
**Total depuis janvier 1988 : 10 642 F**

# Marché de dupes...

(Suite de la page 1)

Par ailleurs, tout partage géopolitique étant forcément artificiel, que deviendront les groupes humains se situant du mauvais côté de la justice : pourront-ils demeurer ou devront-ils émigrer et rejoindre la zone de leurs préférences ? Quelles possibilités de développement réellement autonome posséderont les Canaques ? Quelle sera la réaction des groupes extrémistes de part et d'autre : n'auront-ils pas intérêt, par une stratégie de la tension, à déstabiliser la partition ? Le rôle d'arbitre que s'attribue le gouvernement français nous laisse sceptiques quand on sait les intérêts de l'Etat dans cette région. Bien des questions qui s'éclaireront au cours des mois à venir, sans réellement connaître de réponses appropriées.

Et les travailleurs canaques, caldoches ou mélanésiens, dans tout cela ? Selon la région où ils se trouvent, certains ne verront aucune différence entre les époques pré et post-partition ; les autres découvriront les limites de l'indépendance et que l'émancipation nationale ne recouvre pas l'émancipation sociale. Car, quels que soient l'époque ou le territoire, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, nul tribun ni sauveur suprême ne leur apportera la révolution sociale (qui est, avouons-le, bien éloignée de la réalité actuelle de la Nouvelle-Calédonie).

Avec la partition, en situation de pré-indépendance, il s'agira pour les travailleurs d'assurer leur avenir par des structures de production et de consommation les plus autonomes possibles de la bourgeoisie canaque qui se développera. Cela n'ira pas sans heurts ni difficultés, et la solidarité ouvrière internationale sera primordiale pour faire face à la solidarité naturelle des privilégiés de toute ethnie, sachant très bien dépasser le cadre national.

**Pascal BEDOS**
**(Gr. Sacco-Vanzetti)**

## DIALOGUE SOCIAL

# Tous à Matignon !

DU 26 mars au 1er juin, Rocard a reçu les partenaires sociaux. De la C.G.T. au C.N.P.F., bureaucrates ouvriers et patrons de choc ont été conviés à la table du Premier ministre. Objectif : renouer le dialogue social.

### Les syndicats

Chaque organisation y est allée de ses commentaires. Bergeron, de F.O., qui trouve Rocard « *chaleureux et très gentil* », a souhaité qu'on « *lâche du lest sur les salaires* ».

Marchelli de la C.G.C., qui trouve également le Premier ministre « *très gentil* » et « *responsable* », a avancé l'idée d'un mois de formation par an pour les cadres... Les autres peuvent attendre !

La C.G.T., pure et dure comme l'on sait, a rappelé que « *seule l'action syndicale* » était payante : « *mieux vaut lutter, c'est bien plus sûr* » (sages paroles !). Néanmoins, elle est « *d'accord pour discuter dès lors qu'on peut aboutir à des progrès* » (sic).

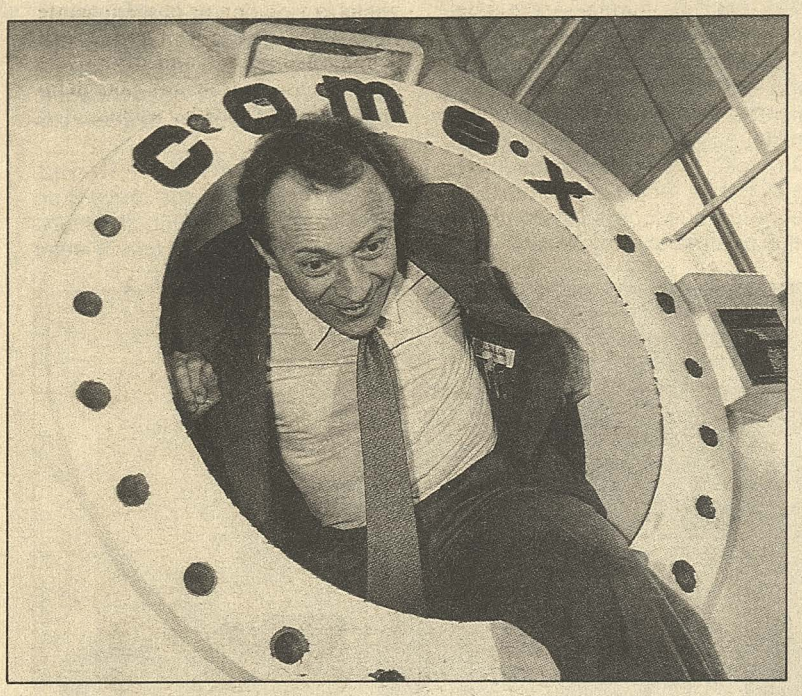
La C.F.D.T., la copine de Rocard, a trouvé la rencontre « *positive* » et crié à « *l'urgence sociale* » ; il faut faire, ajoute Edmond Maire, « *des efforts rapides, non seulement pour stabiliser le chômage, mais pour le diminuer* ».

Jean Bornard, le secrétaire de la C.F.T.C., a prié Rocard de se pencher sur les pauvres travailleurs. La F.E.N., qui avait été oubliée, fut reçue la dernière (ça la fiche mal pour une organisation enseignante !). Yannick Simbron, son secrétaire, a commenté l'abrogation de l'amendement Lamassoure (1) envisagée par le gouvernement : c'est « *une mesure symbolique, nécessaire pour reprendre le dialogue social* ». La F.E.N. a également parlé formation, c'est son job ! « *La rentrée sera moins mauvaise* » (merci Jospin !).

### Les patrons

De leur côté, les patrons, fidèles à leurs discours, ont demandé l'abaissement des prélèvements sur les sociétés et le droit de licenciement (comme s'ils ne l'avaient pas !). René Bernasconi, responsable de la C.G.P.M.E., a insisté sur la « *nécessité de laisser entière liberté aux chefs d'entreprises pour diriger, administrer, embaucher et licencier avec une autorité pleinement reconnue* » (et quoi encore !). François Périgot, pour le C.N.P.F., est tout aussi convaincant : « *Il ne faut pas démotiver les chefs d'entreprises (...) il faut que tout le monde se mobilise pour l'investissement, la formation et l'exportation* » (vive l'Europe des capitalistes !).

A l'issue de ces entretiens, Michel Rocard semblait très consensuel, « gentil » et heureux. Il a souligné « *la richesse de suggestions et d'informations* » de ses interlocuteurs. « *Cela va nous permettre de mieux orienter les premiers travaux gouvernementaux* », a-t-il ajouté.




Il est « gentil ».

On le voit, « l'ouverture » donne des ailes aux chasseurs de « consensus ». Les bureaucrates syndicaux y retrouvent une nouvelle légitimité et les patrons un lieu pour pleurer (ces derniers, il faut le dire, n'en ont jamais manqué).

D'autant que cette première rencontre avec le représentant du gouvernement en annonce d'autres. Michel Durafour, ministre de la Fonction publique, a promis aux syndicats de les recevoir après les élections législatives pour les négociations salariales de 1988. Il envisage même de ne plus les quitter ! Une réunion chaque trimestre !

### Les partenaires sociaux à Matignon ?

Monsieur Delebarre, ministre des Affaires sociales, promet également aux partenaires sociaux de se retrouver à la mi-juin pour « *approfondir les thèmes relevant de sa compétence* ». Lui aussi en rajoute, puisqu'il s'engage à « *reprendre ultérieurement, chaque fois que l'utilité en apparaîtra, la concertation avec les partenaires sociaux* ». Le mieux serait que Maire, Bergeron, Krasucki, Simbron, Bornard et les autres prennent une chambre à Matignon !

Quant aux salariés et autres syndicalistes de base, ils ne leur restent alors que deux possibilités : le social-consensus — « *retroussez vos manches* », « *donnez votre voix, fermez votre gueule* » (version moderne d'élection piège à cons) — ou le syndicalisme révolutionnaire (la gestion directe) — choix simple mais déterminant !

**Alain (Gr. Pierre-Besnard)**

*(1) L'amendement Lamassoure adopté par le précédent gouvernement retirait aux fonctionnaires d'Etat une journée de salaire pour une heure de grève.*

# Les cadres au créneau ?

SUR un avenir électoral qui ressemblera sûrement à la marée rose de 1981, sur un ton encore plus délavé, un outsider monte au créneau : Paul Marchelli, qu'un quotidien parisien a malicieusement surnommé le « *nouveau déçu du patronat* ». Marchelli, président de la Confédération générale des cadres (1) s'insurge contre le C.N.P.F. et en particulier l'individualisation des salaires.

A l'heure où, par exemple, au niveau national la C.G.T. cherche à avoir de l'influence sur l'encadrement à travers l'U.G.I.C.T., que signifie cette poussée de fièvre ? L'électorat des cadres et des techniciens supérieurs se sent-il menacé, lui aussi, par la modernisation qu'il faille pour le séduire faire du « gauchisme à la mode » ?

### Le rôle-clé des cadres

En effet, la C.G.C. n'a jamais brillé bien sûr en tant que chantre de la lutte des classes, ses tendances naturelles allant plutôt vers la droite, même dans certains cas beaucoup plus loin ! En restant sur un plan strictement professionnel, les contacts avec le C.N.P.F. ont quasiment été plus que cordiaux. Ainsi, l'année dernière, Paul Marchelli (2) a fait une déclaration commune avec M. Périgot (président du C.N.P.F.) où les deux parties, à part des banalités souriantes, s'accordaient « *sur une politique des salaires qui (...) favorise les augmentations personnelles en fonction de la performance individuelle.* » C'était en fait donner un rôle-clé aux cadres, qui devaient être l'élément moteur pour la hiérarchisation des salaires, pour la « mutation » des salariés.

A peu près un an plus tard, les cadres sont accomodés à la même sauce que les salariés : « *A compter du 1er janvier 1988, il n'y a plus d'augmentation générale ; vous relevez de l'appréciation individuelle.* » !

### La fronde des chiens de garde

D'où la colère anti-patronale de Paul Marchelli qui ne nous avait pas habitué à un tel ton... Et qui permet à la C.G.C. de rejoindre la fronde des autres organisations syndicales.

Le raidissement de l'organisation syndicale des cadres fait désordonné dans le tableau tranquille de paix sociale que veut le gouvernement. La pomme de discorde, l'individualisation des salaires, est en fait déclarée bonne et excellente par la C.G.C. quand cela ne s'applique qu'aux salariés ! Mais le patronat a décidé qu'il voulait tout passer à la moulinette, y compris ses chiens de garde...

Affaire à suivre, mais les vociférations actuelles de Marchelli ne nous feront pas oublier que les cadres détiennent souvent un bout du pouvoir patronal : celui de licencier et d'embaucher. Le patronat voudrait tout faire lui-même et ne garder qu'une équipe minimum, alors les cadres se trouvent dans la situation des travailleurs qu'ils notaient avant. Sans trancher tous les débats à la hache, les cadres, qui n'ont jamais été des lutteurs forcenés de l'organisation collective, doivent faire un choix. Souvent ils l'ont déjà fait... De quel côté êtes-vous « camarades » ?

**Thierry (Gr. Pierre-Besnard)**

*(1) La C.G.C. a un président, pas de secrétaire ! Le choix des mots ça a aussi son importance.*

*(2) Aujourd'hui il dit qu'il est* « fort marri » *d'y avoir participé, il va même plus loin dans l'anathème :* « nous n'avons vu aucune modification dans le comportement patronal » *! A quand une motion pour l'abolition du salariat ?*

## MANUTENTION, NETTOYAGE

# S.N.C.F., R.A.T.P.

**NÉGOCIATIONS 1988, c'est toujours le blocage patronal. Après l'échec du 3 mai ; une nouvelle réunion paritaire, entre la chambre patronale et les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T. et F.O. s'est tenue le 18 mai. Une réunion à nouveau présidée par le directeur régional du travail qui s'est soldée par un nouvel échec.**

**La partie patronale était disposée à confirmer l'augmentation de 1% au 1er mai et à donner 0,1% de mieux en cas de signature du protocole d'accord, mais en cas de non-signature à limiter cette augmentation à 0,5%. Les organisations syndicales présentes n'ont pas cédé au chantage et ont refusé de signer l'accord.**

**Les patrons ont donc décidé de limiter l'augmentation du 1er mai à 0,5% (soit 20 à 25 F par mois). La C.F.D.T. a proposé des actions unitaires dans tous les chantiers, pour la prise en compte des revendications des travailleurs du nettoyage et de la manutention ferroviaire sur la base de leurs revendications.**

**Pour une revalorisation des salaires afin de faire face aux augmentations du coût de la vie et des cotisations sociales : aucun salaire de base inférieur à 5 500 F, une nouvelle grille de classification permettant un véritable déroulement de carrière et, face au licenciement, la mise en place au niveau de la branche d'un protocole sur l'emploi qui permettrait un véritable plan social lors des réorganisations des chantiers, des créations d'emplois et des baisses d'effectifs en lien avec une formation mieux adaptée : telles sont les revendications.**

**Dans tous les chantiers la tension monte, et le 31 mai plusieurs dizaines de nettoyeurs se sont retrouvés devant la chambre patronale aux cris de « *Nettoyage, esclavage* », « *Nous voulons de vraies classifications* », « *Nous voulons de vraies négociations* ». Mais être patron ça doit rendre sourd, car apparemment, ils n'ont pas compris l'urgence qu'il y avait à négocier véritablement avant qu'il ne soit trop tard.**

**Jean-Pierre (« La Cecilia »)**

# Porc : suite et fin ?

**Le nouveau ministre Nallet persiste et signe dans la voie du « libéralisme à visage humain ». Les mesures qu'il vient d'annoncer ressemblent étrangement aux mesures totalement insuffisantes qu'avait prises son prédécesseur, François Guillaume (prises en charge d'intérêts sur les emprunts, soutien du prix du porc). Les éleveurs ne pourront pas rester sans réagir.**

**J.C. (Rennes)**

# Procès deuxième

**Dans le « Monde libertaire » n° 708 (19 mai), nous vous faisions part des problèmes que connaissait un militant du groupe F.A. de Créteil. La direction de son entreprise, Lesieur, l'estimant trop remuant, l'avait licencié pour des motifs peu avouables. Procès donc, devant le tribunal des prud'hommes.**

**Mais le matin même du procès, l'avocat de la direction fut victime d'un malaise en pleine audience. Renvoi de l'affaire au vendredi 29 juillet, à 13 h 45, même tribunal à Créteil.**

**Petite consolation du camarade : la présidence du tribunal était patronale, elle sera ouvrière le 29 juillet. Il ne faut pas oublier que ce sont les mêmes gens qui ont jugé illicite la grève des pilotes d'Orly. Notez donc la date dans vos calepins : il sera question, au cours de ce procès, de la liberté d'expression dans l'entreprise.**

**M.L.**

# en bref...en bref...

**• Le collectif « Guatémala » organise le 17 juin, de 20 h à 24 h, une fête au 14, rue de Nanteuil (Paris XVe) avec spectacles et expositions.**

**• Les 11 et 12 juin, à l'A.G.E.C.A. (177, rue de Charonne, 75011 Paris) le C.E.R.I.S.E. organise un Forum international pour une alternative éducative. De l'échec scolaire à l'école et la société, dix-sept thèmes sont prévus sans compter d'éventuels autres débats, éducation libertaire oblige ! Pour tous renseignements écrivez au C.E.R.I.S.E. : 77, rue des Haies, 75020 Paris.**

**• En vue de la publication de la correspondance complète d'Octave Mirbeau (l'auteur, entre autres, de la célèbre brochure « La grève des électeurs »), toutes les personnes possédant des lettres de Mirbeau ou des lettres lui étant adressées sont invitées à prendre contact avec Pierre Michel 16, square des Anciennes-Provinces, 49000 Angers.**

**• Une nuit de films et de débats est organisée par le Cercle d'études libertaires de Bordeaux le samedi 11 juin. Au programme : 15 h 30, « Classe de lutte », film 16 mm, du groupe Medvedkine de Besançon ; 16 h 30, débat : « Mai 68 et puis après », avec la participation de Jean-Pierre Duteuil, l'un des fondateurs du « Mouvement du 22 Mars » à Nanterre ; 20 h 30, « Mourir à 30 ans » de Romain Goupil ; 22 h 30, « La Chinoise », de Jean-Luc Godard ; 0 h 30 « Mai 68 », vidéo de A. Harris et A. de Sedouy ; 2 h, « Classe de lutte ». Participation au frais : l'après-midi, 15 F ; la nuit du cinéma : 40 F. Cercle d'études libertaires, 45, rue Permentade, Bordeaux (quartier Saint-Michel).**

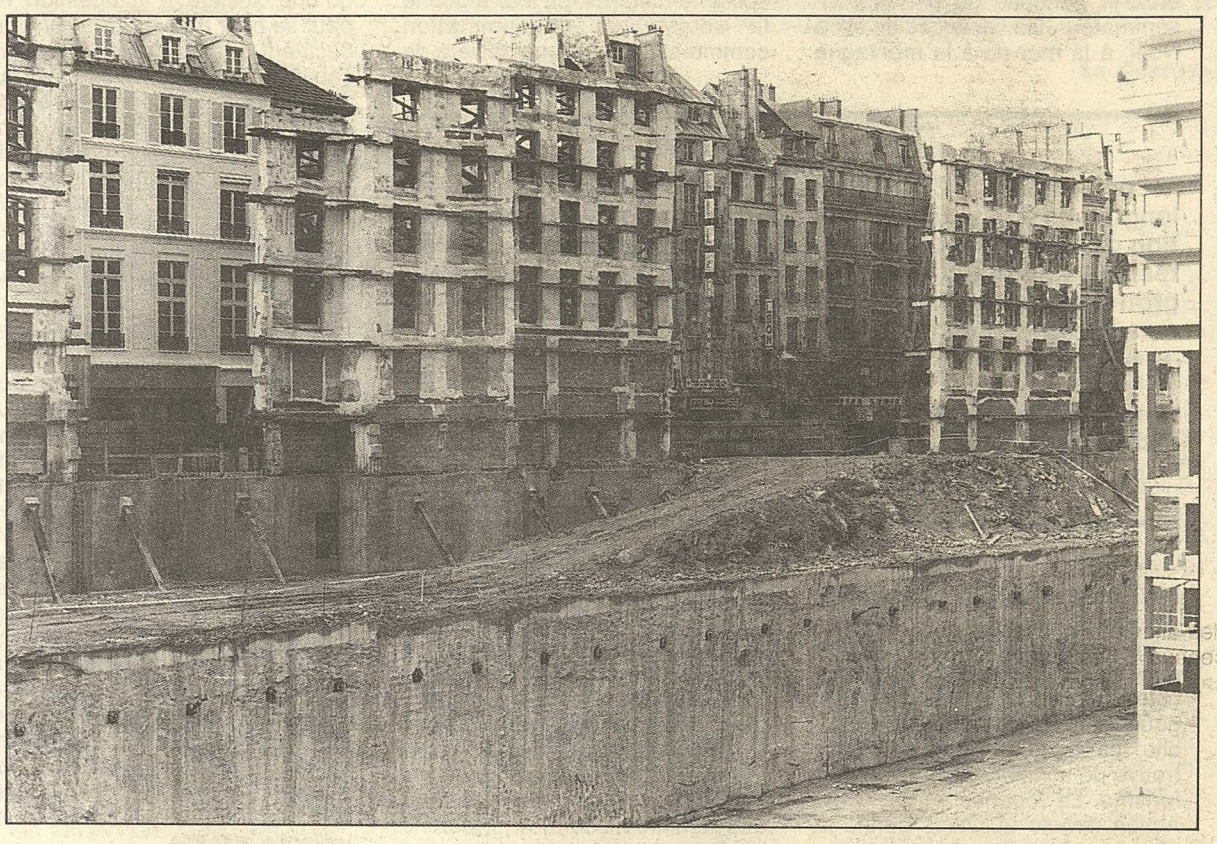
Un service régulier et pratique l'abonnement

## COMITÉ DES MAL-LOGÉS

# Les occupants du XXe en procès

**LE jeudi 3 juin passaient en référé les familles du Comité des mal-logés (1) au Tribunal de grande instance de Paris. Pour cette seconde audience, la salle était pleine à craquer et la mine des représentants du Palais en disait long sur le spectacle inhabituel auquel ils ont dû assister pendant 1 h 30.**

**L'avocat de l'O.P.H.L.M. a d'abord ergoté sur l'intervention du comité (2) à la barre, puis a ensuite plaidé la violation de la sacro-sainte propriété de son client, qui rappelons-le est un organisme public censé fournir aux plus défavorisés des logements sociaux...**



**Le règlement par les familles occupant le 32-34, rue du Volga de deux semaines de loyer à l'office a été remis au juge qui n'en a pas voulu ! Ces 3 200 F représentaient la somme que les nouveaux locataires estiment devoir et pouvoir payer à l'O.P.H.L.M. (800 F par mois, pour un F3), soit 20% de leurs revenus, qui sont hélas ! très faibles.**

### Les arguments de poids du comité

**Les avocats des familles sont ensuite intervenus pour rappeler justement que les occupants actuels ne « squattent » pas, comme voulait le faire croire leur « confrère », mais ont été mis au pied du mur. Dans ce cas, la notion d'urgence doit primer, d'autant que toutes les familles rentrent dans le cadre d'obtention d'un logement H.L.M. et que certaines en ont fait la demande il y a plusieurs années.**

**Le détournement de l'objet de l'O.P.H.L.M. a été évoqué, tout comme les attributions douteuses aux encartés du R.P.R. et différents articles parus dans la presse pour dénoncer ces magouilles... et jamais démentis !**

**Quant aux pseudo-locataires pressentis par l'office et lésés par cette occupation « illégale », leur représentant a été incapable d'en fournir les noms... Cela n'est guère étonnant puisque l'immeuble est inoccupé depuis plus d'un an. Cela n'empêche pas le chauffage de fonctionner pour rien et l'eau et l'électricité d'être branchée !**

**La défense a donc demandé la nomination d'un expert pour les attributions de logements ainsi que celle d'un médiateur, rappelant également les irrégularités constatées après la réquisition de l'immeuble (soutien logistique des flics aux représentants de l'office avant l'arrêté d'expulsion, etc.).**

**L'avocat de l'office avait évidemment demandé l'expulsion immédiate des familles. Tout en comprenant bien sûr la détresse des immigrés victimes de la politique en œuvre dans le XXe et ailleurs, et les « *quelques problèmes qui se posent çà et là* » (sic), il ne pouvait néanmoins tenir un autre discours que celui de l'avocat du Diable...**

**L'audience s'est donc terminée par un rapide tableau de la Z.A.C.-Réunion brossé par un membre du comité. Quant au jugement, il sera connu vendredi 10 juin au matin...**

**C. BAUDOT**

***Suite au jugement, une réunion de bilan se tiendra samedi 11 juin à 18 h au 67, rue des Vignoles. Venez vous informer !***

***(1) Cf.* Monde libertaire *n° 709 du 25 mai 1988.***

***(2) Pour tout contact, le Comité des mal-logés tient une permanence au 67, rue des Vignoles, 75020 Paris, tous les dimanches à partir de 11 heures.***

## LA CRISE DU LOGEMENT EN RÉGION PARISIENNE

# Les P.T.T. aussi sont touchés...

TOUT le monde connaît les dégâts engendrés par la loi Méhaignerie en matière de hausse des loyers, tant pour le secteur libre que pour les logements sociaux. Cette évolution n'épargne pas les fonctionnaires, que l'on présentait souvent comme avantagés dans ce domaine face aux propriétaires en raison de la stabilité garantie de leurs ressources. Et les services sociaux des administrations sont rarement à la hauteur, comme le prouve le cas des P.T.T. en région Ile-de-France.

### On a « perdu » 4 000 logements

La D.S.S.C. (Direction des services sociaux communs des P.T.T. d'Ile-de-France) gère un parc de logements pour les agents P.T.T., depuis les foyers d'accueil pour débutants jusqu'aux logements sociaux, en passant par un fichier d'offres du secteur libre.

Le mécanisme de réservation de logements sociaux est simple : la D.S.S.C., au même titre que les organismes collectifs du 1% patronal, réserve des logements dans les programmes de construction des offices d'H.L.M. ; moyennant une participation au coût de la construction, elle obtient le droit de proposer ses logements aux agents des P.T.T. Mais il y a une clause destinée à empêcher que des organismes gestionnaires laissent les logements vacants : lors du départ d'un locataire, si le logement n'est pas occupé dans les trois mois qui suivent, il est repris définitivement par l'office H.L.M. propriétaire. Le mécanisme est logique puisqu'il permet d'éviter que le parc de logements sociaux (déjà notoirement insuffisant) soit sous-occupé, mais il donne lieu à de nombreux abus.

Ainsi, de nombreux offices H.L.M. peu scrupuleux détournent cette clause à leur profit en refusant les locataires proposés par la D.S.S.C. au motif d'une insuffisance de revenus. Alors que la règle la plus généralement admise était d'exiger un revenu au minimum égal à trois fois le montant du loyer, nombreux sont ceux qui exigent désormais quatre, voire cinq fois le montant du loyer *et* des charges ! Le loyer d'un trois pièces sur Paris et proche banlieue se situant au minimum entre 1 500 F et 2 000 F, cela revient à exclure du droit au logement social ceux qui en ont le plus besoin. La moitié des postiers parisiens gagnent moins de 6 000 F par mois, pas question donc pour eux d'y prétendre sauf pour les couples avec deux salaires.

Mais il y a pire : c'est un secret de polichinelle que ces demandes exorbitantes de garanties de revenus servent le plus souvent à masquer une sélection raciale à l'égard des agents originaires des D.O.M.-T.O.M. qui représentent environ 12% du personnel parisien. Là-dessus, tout le monde fait silence, et pour cause ! Des municipalités de toutes couleurs sont responsables de cette politique de ségrégation, même si les municipalités communistes de proche banlieue se distinguent particulièrement.

En 1985, la D.S.S.C. avait ainsi déjà perdu 2 500 logements. Malgré l'émoi causé dans les hautes sphères à la suite de la publication d'un dossier dans le *Canard enchaîné*, l'évasion s'est poursuivie à un rythme soutenu pour atteindre le chiffre de 4 000 fin 1987. En 1988, la cadence s'accélère encore et tourne autour de 100 par mois !

### Grève et occupation

La section C.F.D.T. de la D.S.S.C. suit le problème de près depuis longtemps. Elle était à l'origine des informations publiées dans le *Canard enchaîné* ; début 1988, elle récidive et obtient une pleine page dans *Libération* du 5 février. Simultanément, un des militants de la section, animateur de foyer d'accueil, est prié de réintégrer son service d'origine. Visiblement le très socialiste directeur de la D.S.S.C. n'apprécie pas de voir des syndicalistes remettre en cause sa gestion.

Pour répondre à ce coup de force, une journée d'action était organisée le 10 février par l'Union régionale C.F.D.T.-P.T.T. La grève de solidarité des animateurs de foyer était suivie à 80% du personnel, ce qui est une bonne manière de réaliser le consensus face à un autre consensus, celui qui réunissait administration, C.G.T. et F.O. pour défendre la politique menée par le directeur. Un rassemblement devant la direction réunissait plus de 150 personnes pour la réintégration de l'animateur et contre les expulsions dans les foyers de résidents qui, faute de trouver un logement, dépassaient la durée ordinaire du séjour autorisé.

Durant le refus du directeur de négocier, le rassemblement se poursuivit sous la forme de l'occupation de son bureau, ce qui permit de parvenir en fin de soirée, alors que les C.R.S. avaient été appelés à la rescousse, à des concessions garantissant, notamment, aux résidents qu'ils ne seraient pas expulsés par la force.

### On entasse dans les foyers

Trois mois plus tard, c'est la même pratique qui est poursuivie. Le nombre de logements perdus augmente, de nouveaux programmes de conventionnements sont passés avec certains offices H.L.M. qui ont effectué un taux de reprise effarant, ce qui signifie qu'on ne tire pas les leçons du passé et qu'on ne cherche nullement à adapter l'offre à la demande. Faut-il en conclure que ces pertes de logements ne sont pas le fruit du hasard mais bien le résultat d'une politique délibérée ?

Pendant ce temps, la situation se dégrade dans les foyers d'accueil. Malgré un nombre d'appels à l'activité en baisse régulière, du fait des suppressions d'emplois, les foyers sont surchargés car cela relève du tour de force de trouver un logement par ses propres moyens, et la durée du séjour dans cet habitat provisoire s'allonge considérablement. Résultat : l'administration réaménage en catastrophe des foyers promis à un recyclage en logements locatifs et instaure une « surdensité » qui consiste à ajouter un troisième lit dans les chambres à deux lits. Sur un espace de 15 m² en moyenne, cela fait quand même davantage penser aux « marchands de sommeil » qu'à la politique d'accueil d'une grande administration...

Les résidents de ces foyers ont commencé à s'organiser pour riposter et exiger que l'administration se donne les moyens de loger convenablement ses agents. Sinon, dans un proche avenir, vu les salaires pratiqués, aucun postier parisien ne pourra plus se loger à moins de 20 km de son lieu de travail. Et si les résidents entamaient la grève des loyers ?

**LEGRAND**

# Loi Méhaignerie : période de transition

LORSQUE parut au *Journal officiel* du 24 décembre 1986 la loi Méhaignerie, le ministre tenta de rassurer les locataires : il avait donné des consignes de modération et la loi prévoyait une période transitoire de passage de la loi Quilliot à la loi Méhaignerie. Un an et demi plus tard, les hausses enregistrées dans tous les secteurs dépassent très largement l'inflation.

La période transitoire ne concerne pas les logements H.L.M. et assimilés : la déréglementation de ce secteur est intervenue dès le 1er juillet 1987. Elle s'applique à 160 000 des 700 000 logements régis par la loi de 1948 et aux 5 000 000 de logements du secteur dit libre (ni soumis à la loi de 1948 ni H.L.M. ou assimilé) sur un total d'environ 8 500 000 locations (sources officielles).

La période transitoire cessera le 31 décembre 1995 dans les communes de plus d'un million d'habitants et leurs agglomérations et, le 31 décembre 1991, dans les autres. Jusqu'à l'une ou l'autre de ces dates, suivant le cas, les loyers proposés lors des renouvellements de baux des logements du secteur « libre » doivent se référer aux loyers « habituellement constatés » au cours des trois dernières années pour des logements « comparables ».

Dans ce secteur toujours, le propriétaire doit, pour appliquer une hausse refusée par un locataire, saisir la commission de conciliation du département (qui ne peut qu'émettre un avis et proposer un accord). Si le désaccord persiste, le propriétaire doit saisir le juge d'instance. Ce dispositif n'a évidemment pas empêché les propriétaires d'obtenir des augmentations considérables. De plus, après la période transitoire, la loi prévoit que le montant de chaque loyer sera « *librement fixé entre les parties* » (sic).

Si une « loi » européenne ne vient pas modifier cet aspect de la loi Méhaignerie, le secteur locatif en France sera donc déréglementé dans sa presque totalité en ce qui concerne les loyers. Si une riposte organisée peut s'envisager rapidement dans le secteur H.L.M. et assimilé, elle reste à inventer dans le secteur « libre ».

**Paul ULOS**

## MAI 68

# Interview de Michel Andrée

**Sociologue au C.N.R.S., Andrée Michel s'oppose depuis longtemps à la politique coloniale française et à la militarisation de la société. L'interview que nous vous proposons a été réalisé le 13 mars 1988 (c'est-à-dire avant le massacre de la grotte de Gossanah dans l'île d'Ouvéa) pour l'émission « Femmes libres » (1) de Radio-Libertaire.**

**La rédaction**

**(1) « Femmes libres », tous les mercredis de 18 h 30 à 20 h 30, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz en région parisienne).**

— **Radio-Libertaire :** *Andrée Michel, tu es sociologue, directrice de recherche au C.N.R.S., penses-tu que Mai 68 a été une révolution ?*

— **Andrée Michel :** Oui et non ; oui dans un certain domaine, non dans un autre ; ce fut une révolution dans la relation d'individus à individus. Les gens n'osaient pas encore parler, tout était encore codifié dans les relations du couple, dans les relations de parents à enfants, de professeurs à étudiants, etc. ; on s'est mis à parler ; les jeunes ont rué dans les brancards, ont dit « *zut* » à leurs professeurs, ont rejeté le mandarinat, à l'école, à l'université. Dans la famille, cela avait été précédé par des changements sur le plan démographique ; mais tout s'est cristallisé en Mai 68, c'est-à-dire que les enfants ont eu plus d'indépendance, plus de liberté de parole par rapport aux parents.

Dans le couple, les gens se sont dits leurs vérités en face au lieu de continuer à jouer des rôles et, si cela ne convenait pas, les hommes et les femmes se sont séparés ; il y a eu plus de liberté sexuelle. Cela a été un grand moment, une révolution des mœurs ; elles ont été moins codifiées en fonction de certains standards, de certaines normes, de certaines façons de se comporter. Mais dans la relation de l'Etat au citoyen, là, je trouve qu'il n'y a pas eu de progrès.

— **R.-L. :** *Peux-tu préciser ta pensée ?*

— **A.M. :** Voici mon hypothèse : ce n'est qu'une hypothèse ; tu m'interroges à brûle-pourpoint et je ne veux pas faire croire que c'est le résultat d'une recherche et d'une réflexion approfondies, ce sont des idées qui me viennent à l'instant. Si, en ce qui concerne la révolution des mœurs, Mai 68 a représenté une étape, par contre dans les relations des citoyens à l'Etat, on ne voit aucune évolution. Je vais être très claire et très précise parce que, étant donné mon âge, j'ai vécu la période avant Mai 68.

Les citoyens, et en particulier les intellectuels, se donnaient le droit de parler et d'écrire contre la raison d'Etat. J'étais jeune sociologue au début de la guerre d'Algérie en 1954 , j'ai vécu toute cette période (7 ans) dans l'opposition à la politique du gouvernement qui était une politique de répression pour garder l'Algérie comme département français. J'ai fait des conférences, j'ai écrit des articles pour dénoncer cette politique et naturellement j'ai été l'objet d'une certaine répression sur le plan professionnel, mais je me sentais soutenue par des intellectuels qui s'opposaient à la raison d'Etat et qui couvraient tout un éventail politique qui allait de François Mauriac (catholique) jusqu'à Jean-Paul Sartre (laïque, qui n'avait pas de religion à part sa religion ou plutôt sa philosophie existentialiste) ; il y avait Lévy-Straus, Henri Lefevre, etc. Et tous ces grands intellectuels se donnaient le droit d'avoir une opinion et de s'élever contre la raison d'Etat.

Il y a eu le manifeste des 121 dans lequel on disait textuellement aux jeunes qui faisaient leur service militaire en Algérie : « *On vous fait faire une sale guerre, c'est basé sur la torture, etc., refusez de partir, refusez de faire cette guerre* ».

Alors, on pensait qu'après la révolution de 1968, étant donné ce qui s'était dit, étant donné qu'il était interdit d'interdire, on pouvait espérer que cette jeunesse qui avait rué dans les brancards à l'université et qui allait fournir les cadres de la société d'aujourd'hui, en 1988, tout au moins les intellectuels, se donnerait le droit à la parole, le droit de ne pas s'autocensurer et le droit de critiquer la raison d'Etat.

Eh bien ! c'est tout le contraire qui s'est passé. Ils se sont très bien intégrés à la raison d'Etat et leur discours est un discours absolument effarant. Tout au moins quand ils croient reconnaître au pouvoir une fraction de la gauche, ils s'enferment dans la raison d'Etat : c'est la politique des ventes d'armes, la politique néo-colonialiste de la France en Afrique et en Polynésie française, la politique nucléaire, l'entassement des missiles, la « modernisation » nucléaire. Eh bien ! tout cela rencontre l'indifférence, voire le consentement de la part de ces soixante-huitards. Je trouve que c'est effrayant parce que l'enjeu, ce sont les droits de l'homme, c'est-à-dire par exemple le droit des Polynésiens ou des gens de Nouvelle-Calédonie de réclamer l'indépendance, de se battre pour leur dignité d'homme, ils ne veulent pas être au service de l'Etat nucléaire français qui vise les richesses qu'on pourrait retirer des nodules polymétalliques enfouis sous l'océan Pacifique. Ils ne veulent pas être assujettis au C.E.P. (Centre d'expérimentation du Pacifique) qui procède aux essais nucléaires à Mururoa.

Quand on lit ces gens de gauche qui tiennent la presse de gauche ou quand on écoute le discours de ces hommes politiques de gauche, eh bien ! à part une minorité, ces soixante-huitards sont des gens alignés. Alignés sur quoi ? sur les intérêts du complexe militaro-industriel, la raison d'Etat se confondant avec les intérêts du complexe militaro-industriel. Je trouve cela absolument affligeant et je suis attérée de vivre dans un pays où les intellectuels sont alignés.

Evidemment, il y a une autre tendance, beaucoup plus jeune, c'est la tendance terroriste, ceux qui ont dit « *la raison d'Etat ne nous convient pas* ». Mais, puisque tout le monde est aligné, on a tué l'espoir. Cette génération a tué l'espoir dans la jeunesse et cela a donné ou Action directe ou bien des jeunes citoyens conformes qui rêvent aux conquêtes de la science, qui rêvent d'être de bons consommateurs.

J'ai pu étudier ces derniers à travers une enquête sur la jeunesse lycéenne, il y a une dizaine d'années, faite avec un professeur de psychologie de la Sorbonne. Cette trahison a donné une jeunesse tout à fait alignée qui ne rêve que de conquêtes de la science, qui veut profiter des retombées de cette science, être heureux en ménage, avoir une bonne situation, avoir une femme et des enfants avec tout le confort, etc., la panoplie du parfait consommateur, les vacances de ski à Noël, à la mer ou à la montagne l'été, côté touristique : les grands voyages à l'étranger.

Et, d'un autre côté, cela a donné Action directe, c'est-à-dire ceux qui sont les héritiers de la gauche et qui ont vu que la gauche les avait trahis et qui n'ont trouvé de solution que dans le terrorisme. La réponse est là. C'est Action directe qui nous donne la réponse à cette trahison des soixante-huitards.

— **R.-L. :** *Comment expliques-tu cette trahison ?*

— **A.M. :** Je me trouvais en France par hasard en Mai 68. Moi-même j'étouffais. J'étais sociologue au C.N.R.S., j'étouffais au C.N.R.S. et j'ai dit « *il faut que je quitte ce pays* ». Je me suis tirée de ce pays, je suis allée passer deux ans aux Etats-Unis et deux ans au Canada. Mais entre les deux, j'ai eu un battement de six mois et suis revenue en France. C'est tombé en Mai 68, j'étais donc spectatrice. J'ai vu le côté positif ; c'est-à-dire les étudiants qui étaient révoltés parce que par exemple les études de philo s'arrêtaient au 19e siècle, à peu près à Kant (j'ai moi-même préparé une agrégation de philosophie). Je me rappelle de la révolte d'une étudiante de philo de la Sorbonne qui me disait : « *On étudie toujours Aristote et on n'étudie pas Marx* ».

A partir de Mai 68, c'est sûr que les étudiants ont imposé que, dans les universités, on leur parle d'autre chose que Saint-Thomas, d'Aristote et de Kant, et que l'on aborde les grands sociologues des temps modernes dont on peut rejeter l'escatologie mais pour lesquel on ne peut pas repousser sérieusement la méthode d'analyse sociologique, basée sur l'analyse du phénomène social total.

Quand on étudie un phénomène social, on doit le regarder dans toutes ses composantes et non pas en extrapoler une parcelle, sinon l'analyse sociologique est faussée. Or, Marx et Mauss nous ont appris à faire cette analyse du phénomène social total. Mais il y avait quand même quelque chose qui laissait présager les conséquences que je viens de décrire et que je trouve déplorable : c'est que ces étudiants qui érigeaient des barricades, quand c'était le dimanche, ils s'arrêtaient et allaient pique-niquer à Fontainebleau ; on se lamentait par exemple que les pompes à essence étaient taries parce qu'on ne pouvait pas partir en week-end ; c'était déjà la société de consommation.

Je crois que c'est cela l'explication : c'est que l'Etat a rattrapé ces soixante-huitards, on leur a donné la société de consommation comme substitut d'une société de citoyens responsables qui, au lieu de se plier à la raison d'Etat, auraient pris eux-mêmes les décisions. Parce que toutes ces décisions qui concernent le militaire, le nucléaire sont prises au-dessus de la tête des citoyens. Elles ne sont même pas discutées au Parlement ; les parlements sont des parlements croupions, je parle du Parlement français, mais on constate la même chose en Angleterre. Ce sont des parlements croupions qui entérinent des décisions qui sont prises en-dehors d'eux, par le lobby nucléaire, en-dehors de toute discussion sérieuse dans le pays. Il n'y a pas d'échanges entre le Parlement et les citoyens. On a donc obtenu cet alignement sur la raison d'Etat, ce silence des citoyens, cette soumission au complexe militaro-industriel en leur donnant quelque chose.

La compensation, c'est la société de consommation et cela c'était visible en Mai 68. Il y a quelque chose qui reste de Mai 68. Les sociologues de l'époque on dit que c'était une jeunesse intellectuelle qui refusait de rentrer dans les cadres bureaucratiques, et effectivement il y a toujours cela, c'est-à-dire que cette génération mais surtout celle de leurs enfants retardait le moment de l'engagement professionnel ou de l'engagement dans la famille ; on pratique l'union libre, on ne se marie pas, on renvoie toujours le mariage aux calendes grecques, il faut que les enfants arrivent, etc. On vit un peu au crochet des parents ou de petits boulots. Le chômage évidemment s'y prête, mais il n'y a pas que le chômage, parce qu'avant le chômage il y avait cette attitude qui avait été étudiée par des instituts de recherche. On voyait déjà que les jeunes qui le pouvaient essayaient de repousser le moment de l'engagement dans la vie professionnelle parce que ce n'est pas drôle ; ils contestaient le mariage et l'entreprise ; ils trouvaient qu'il y avait un malaise, que c'était trop rigide, ils hésitaient à y rentrer. Ce n'est pas une infantilisation ; au contraire, je dirai que c'est un refus d'entrer dans des structures qui leur paraissaient inadaptées. Leurs enfants ont suivi cette tendance.

On parlait d'autogestion en Mai 68, ils savaient que l'entreprise, l'administration, la fonction publique ne leur apporteraient pas ce genre de société. Ils auraient pu construire cette société autogestionnaire, mais il fallait que la consommation ne passe pas en priorité et passe derrière leurs responsabilités de citoyens, parce qu'une société d'autogestion ne peut se bâtir que sur des gens qui décident de prendre leurs responsabilités en mains. Mais c'est dur de prendre ses responsabilités, de construire une société de gens autonomes, de gens créatifs, de gens qui n'acceptent pas des cadres tout faits. C'est plus facile d'entrer dans des structures et puis de dire « *je fais mes 39 h et, après, ni vu ni connu, je pars en vacances* ».

— **R.-L. :** *Autrement dit, c'est sans espoir ?*

— **A.M. :** Je ne dis pas que c'est sans espoir parce que nous arrivons maintenant à un tournant. Action directe est écrasée, et de toute façon je ne suis pas partisane dé la violence. Je suis contre la violence aveugle, bien que dans le cas d'Action directe elle n'était pas aveugle, parce que les cibles étaient définies : des vendeurs d'armes, des complices du complexe militaro-industriel. Mais quand même ça me choque, je ne peux pas approuver cette violence. Mais je les comprends parce qu'il y a eu trahison des autres. Comme rien ne débouchait sur rien, il n'y avait que cette violence aveugle.

— **R.-L. :** *C'est un aspect de Mai 68 vingt ans après.*

— **A.M. :** Ce n'est pas un des aspects. C'est une conséquence de cette génération de Mai 68 qui n'a pas rempli ses fonctions de citoyens et qui n'a pas dit « non » à la raison d'Etat, qui s'est laissée convaincre par la raison d'Etat.

D'ailleurs, quand il y a eu les incidents de Nouvelle-Calédonie, quand le C.E.P. fait ses tests nucléaires, avec une belle unanimité, les grands journaux qui se situent à gauche disent que c'est l'intérêt de la France d'être dans le Pacifique. Mais on pourrait être présent d'une autre façon qu'en empoisonnant la nourriture des habitants, qu'en faisant des milliers de sans-abri, qu'en pratiquant la répression à l'égard des Polynésiens et des Canaques. On se fera foutre à la porte comme en Algérie. Il n'y a pas de solution dans la violence et la répression.

— **R.-L. :** *Et concernant le mouvement syndical ?*

— **A.M. :** Parlons de ce que je connais. Je suis au C.N.R.S., j'ai fait partie d'un syndicat. Je ne sais pas si maintenant il y a un réveil, parce que je les ai abandonnés en cours de route, mais c'était devenu du corporatisme, du poujadisme. Travaillant au C.N.R.S., je suis payée par l'impôt des citoyens. Il y a des gens qui se lèvent tous les jours à 5 ou 6 heures du matin, qui ont une vie dure. On prélève des impôts sur eux, l'Etat français me paie, j'ai un métier intéressant, j'ai des devoirs, je n'ai pas que des droits.

Or quand je faisais partie du syndicat, il n'était question que de droits, jamais de devoirs. Je ne suis pas d'accord. J'ai refusé de payer ma cotisation et de rester dans ce syndicat. On ne transformera pas la société en faisant des chercheurs des fonctionnaires qui touchent leur salaire et qui n'ont pas de devoirs. Il n'y a pas de droits sans devoirs.

**Propos recueillis par Nelly**

*souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.*

## MAI 68

# Interview de Maurice Joyeux

**Maurice Joyeux n'est pas à présenter dans les pages du *Monde libertaire* ! Cette semaine c'est son tour d'être interviewé au sujet de Mai 68. Pour celui qui sa vie durant a milité pour que le mouvement libertaire se dote de moyens de propagande sérieux et durables, le côté ludique de Mai 68 pouvait paraître agaçant. C'était en fait la réaction viscérale de la classe ouvrière française, réticente dans un premier temps aux débordements estudiantins. Pour ce qui est du mouvement libertaire, vingt ans après, on peut faire les comptes et réaffirmer avec Maurice Joyeux l'actualité de l'anarchisme !**

**La rédaction**

« *La passion de la destruction est une passion créatrice* ».

**Bakounine**

— « **Le Monde libertaire** » : *Selon toi, quand débute le mouvement de Mai 68 ? A Nantes ou bien avant Sud-Aviation-Nantes ?*

— **Maurice Joyeux** : Le mouvement de Mai 68 est un aboutissement d'une situation particulière : celle de la guerre de 1939 aboutissant à la défaite de l'armée française et à l'effritement des populations qui se sont dispersées un peu dans tout le pays.

Un certain nombre de jeunes se sont organisés dans la Résistance et y ont pris le goût de la liberté. A la Libération, ils se sont organisés en marge des organisations politiques, à travers les auberges de jeunesse, à travers la J.O.C., à travers des organisations qui n'avaient pas franchement un caractère politique, dont le caractère révolté était de bien loin supérieur au caractère d'organisation théorique. Cette jeunesse, après 25 ou 30 ans, est restée loin des partis : le parti communiste comme le parti socialiste n'ont pas de réelles jeunesses en 1950-1955.

Puis est arrivé un autre élément, c'est la guerre d'Algérie... Mais c'est une époque aussi pendant laquelle se sont développées les universités, où le savoir est apparu comme essentiel au développement du pays et de la civilisation. Il y a eu les universités classiques, où les enfants « bien » venaient apprendre des choses qui étaient « bien ». Et d'autres, construites rapidement, comme Nanterre ou Vincennes, dans lesquelles se sont engouffrés un certain nombre de jeunes révoltés, issus de la vague des années 40 : une jeunesse avec une volonté de savoir, mais pas de savoir n'importe quoi, pas de savoir obligatoirement ce que voulaient imposer les professeurs classiques, mais de savoir ce qu'était la vie et la connaissance de la vie. C'est cet état d'esprit qui va exploser en 1968 !

— **M.L.** : *Cet esprit de révolte habite-t-il seulement la jeunesse estudiantine ou aussi la jeunesse ouvrière ?*

— **M.J.** : La révolte n'habitait pas beaucoup la jeunesse ouvrière, celle-ci fut entraînée. Je l'ai bien connue cette jeunesse ouvrière puisque j'étais un militant syndicaliste. Bien sûr à Sud-Aviation, en pays nantais, les jeunes ont pris en main leur destinée, mais à Renault, ils se sont barricadés pour empêcher la venue des étudiants.

En fait, l'explosion de Mai 68 vient de la jeunesse universitaire, moins ou pas embrigadée par le parti communiste, ou par d'autres partis se réclamant du marxisme.

Je revenais de Roumanie et je me suis rendu compte du caractère que prenait cette révolte : elle était touchée par le groupe de Nanterre, qui a joué un rôle considérable. J'ai participé à la constitution du groupe anarchiste de Nanterre, à partir de deux ou trois anarchistes. C'était un groupe comme il y en avait une centaine en France. Et à ce groupe, se sont amalgamés des étudiants qui n'étaient pas des théoriciens, qui prenaient de l'anarchie ce qui leur plaisait, ce qui leur paraissait correspondre au moment et qui prenaient au marxisme aussi, et qui faisaient cette salade qu'on a connu autour du groupe de Nanterre, tel Cohn-Bendit.

La Fédération anarchiste organisait son gala annuel, ce 10 mai 1968, à la Mutualité : la salle était pleine, Léo Ferré chantait. La veille, il y avait eu ce massacre, ce type grièvement blessé, alors les étudiants sont venus nous « débaucher », ils passaient devant la Mutualité pour aller rue Gay-Lussac. A la fin de notre meeting, nous les avons rejoints.

— **M.L.** : *Avant de revenir à cette nuit des barricades, dans le quartier Latin, peux-tu nous décrire comment c'est parti de Nanterre ?*

— **M.J.** : J'avais assisté peu de temps avant, avec des gens de Nanterre, mais pas à Nanterre, à une réunion ici dans mon arrondissement. Et on se rendait compte de l'état d'esprit qu'il y avait : la volonté de rigoler et la volonté de se battre. En les voyant rigolards, bagarreurs, avec un esprit qui ne voulait pas lâcher jusqu'au matin, jamais je n'ai autant compris les pages de Victor Hugo, dans les *Misérables*, quand il parle des manifestations des gueux devant Notre-Dame de Paris.

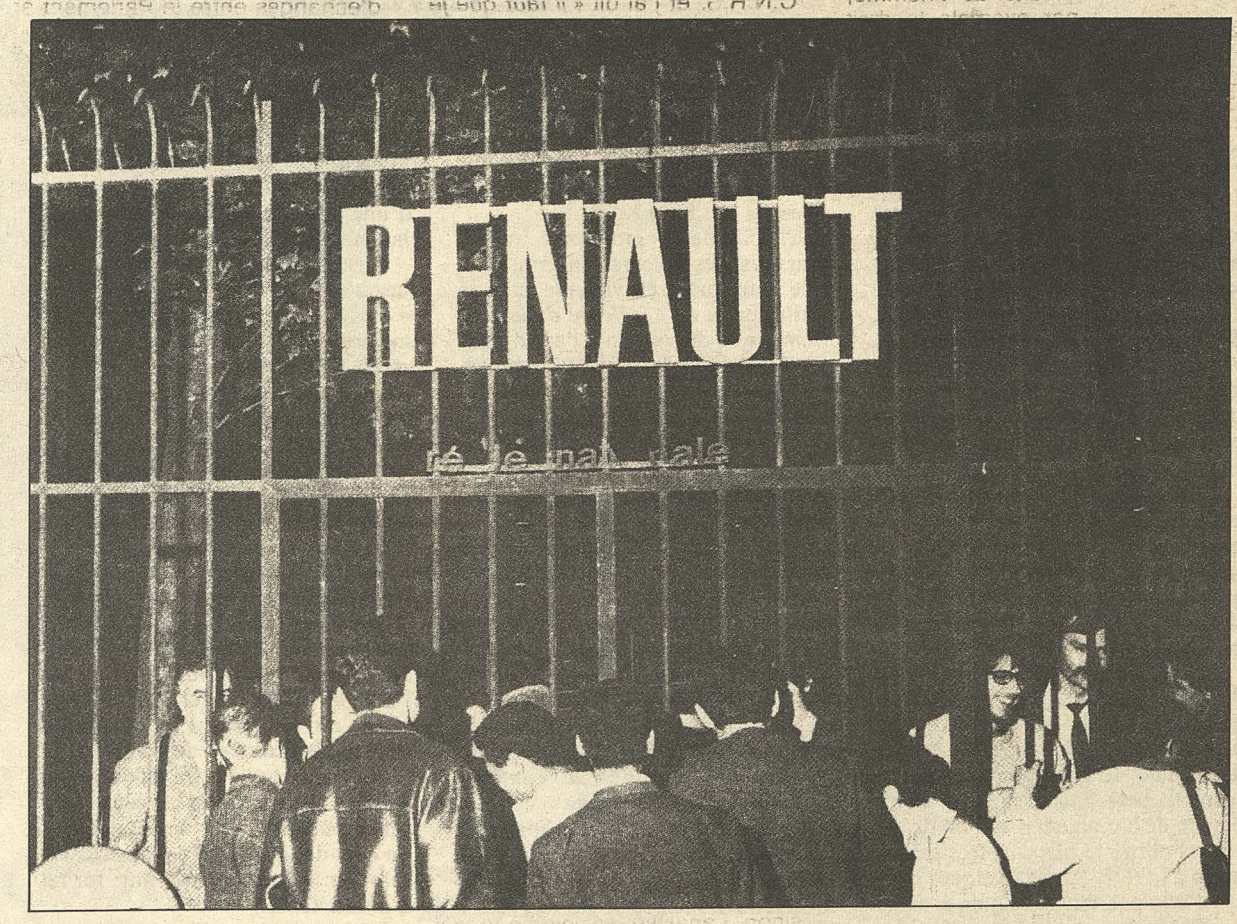
Avec des copains, je les regardais sur les barricades comment ils « tiraient » sur les flics, comment ils se barraient en courant — ils étaient jeunes et couraient vite —, comment ils remontaient une barricade. C'était pour moi, militant révolutionnaire, quelque chose d'incompréhensible : c'était un effet de rigolade, de volonté de faire quelque chose, la volonté d'emmerder papa et maman, le prof, etc., et les gouvernants.

Ils ont eu, ce qu'ils auraient dû continuer à avoir, cette volonté de refuser tout contact avec les ministères : ceux-ci tournaient sur eux-mêmes, obligés d'envoyer les flics mais ils n'avaient pas de prise pour discuter avec ces jeunes gens, qui ne savaient probablement pas ce qu'ils voulaient, excepté de casser du flic, d'engueuler le bourgeois, de tâter les fesses des filles et de faire ce grand chambardement révolutionnaire que nous avons tous dans notre cœur.

J'ai le souvenir de la grande manifestation organisée le soir après Charléty, commencée à la gare de l'Est et qui a fini à Denfert-Rochereau. J'appartenais à l'extrême gauche des militants de F.O. Nous avions rassemblé, à Paris, tous les militants que nous connaissions et le cortège devait passer devant le syndicat. Nous étions placés en tête, nous avons été largement engueulés, on nous a dit de foutre le camp mais nous n'avons pas voulu et avons conduit le cortège avec un drapeau noir. Même Cohn-Bendit nous disait de prendre la queue. Alors ces petits malins ont laissé un passage de 50 mètres entre notre groupe de 500 à 1 000 types et eux. Tous ceux, qui étaient sur le trottoir et ne pouvaient entrer dans le cortège, ont pénétré dans cet espace, gonflant considérablement notre groupe...

— **M.L.** : *Comment s'est faite la jonction ou la non-jonction avec cette jeunesse estudiantine révoltée et les ouvriers ?*

— **M.J.** : Les ouvriers, les ouvriers syndicalistes, étaient un peu effrayés de leur progéniture. Je me revois dans la « com. » de Force ouvrière où les copains me tapaient sur l'épaule et me disaient : « *Dis-donc, Maurice, tu vas à la Sorbonne ? Regarde-donc si mon gars n'est pas par là et dis-lui de rentrer à la maison, un moment* ». J'ai traîné souvent au quartier Latin pour ramasser un certain nombre de zigomards de ce genre.




Au quartier Latin, quand la Sorbonne fut occupée, nous avons, nous les anars, occupé une aile de la rue Saint-Jacques. Nous avions sorti toute la librairie de la rue Ternaux et l'avions installée dans une salle de la Sorbonne ; nous avons vendu tous nos rossignols. Nous y sommes restés jusqu'au dernier jour. Et quand les flics ont voulu foutre le feu dans la cour de la Sorbonne, j'ai téléphoné à Bergeron qui était mon ami et qui l'est resté : « *Si tu ne veux pas être obligé de m'enterrer avec un grand cortège demain matin, faut que tu te démerdes !* » Bergeron est intervenu, et les poulets ont été retirés.

A la manif du jour de Charléty, nous avons bien vu que cela finissait, que ça se rétrécissait, un mois c'est long... à moins que le mouvement syndical applique la politique qui a été celle des Italiens en 1920, celle que je préconise depuis 1940, à savoir qu'on occupe les usines, qu'on les remet immédiatement en route, sous la direction des travailleurs et alors ça fera des sous pour la grève.

— **M.L.** : *A Grenelle, les organisations syndicales signent. Comment les travailleurs prennent-ils cela ?*

— **M.J.** : Les Accords de Grenelle furent quelque chose de merveilleux et de moche à la fois. Au premier accord, les ouvriers, les assemblées générales de travailleurs ont refusé et Pompidou a été obligé de négocier un accord plus favorable. Les organisations syndicales avaient tendance à céder rapidement mais pas les ouvriers. Aussi ont-ils pu obtenir une cote mal taillée mais supérieure à ce qu'on leur offrait. Ce fut une victoire : non pas, parce qu'on a gagné à refuser 5 ou 10 ronds de plus de l'heure, mais parce qu'on a dit non. C'est important d'apprendre à dire non.

— **M.L.** : *Les syndicalistes ont bradé Mai 68 pour le quantitatif, c'est-à-dire un petit peu plus d'argent à la fin du mois, alors qu'il y avait des revendications des travailleurs, voire des étudiants, sur le qualitatif : travailler autrement, ne plus se faire engueuler sur le chantier, vivre mieux.*

— **M.J.** : C'est vrai. Pour les syndicalistes, mais aussi pour les travailleurs, avoir 15 sous de l'heure de plus peut apparaître comme une victoire, le moindre mal. Une grève aussi utile qu'elle soit ne peut tourner autrement. Ce n'est pas une grève qu'il faut faire, c'est la révolution sociale.

— **M.L.** : *Tu penses que Mai 68 fut un des moments du réveil du mouvement libertaire ?*

— **M.J.** : Oui, le mouvement libertaire est apparu avec sérieux en Mai 68. Il ne s'est pas laissé conduire par tous ces galopins qui étaient anarchistes de cœur mais qui se préparaient à devenir de « bons » bourgeois. Dans les usines, ceux-là ont pris la place de papa. Mais il reste un certain nombre de gens qui sont la prochaine armature du mouvement libertaire.

Le mouvement libertaire, Proudhon avait raison, est un mouvement révolutionnaire. Il doit changer l'économie, les rapports entre les hommes, il doit donnner un caractère d'égalité à toutes les professions pour que la classe dirigeante disparaisse.

— **M.L.** : *Mai 68, un grand chambardement, mais aussi de grands changements...*

— **M.J.** : Ce qui a changé, ce qui a bougé c'est la jeunesse, avec la volonté de ne pas s'embrigader dans des partis fernés. Ne pas rejetter les partis, mais piquer dans chacun d'eux ou dans chaque idéologie le petit truc qui plaît et qu'on mélange au reste. Ce qui changé aussi, c'est qu'il y a la moitié de notre jeunesse qui ne sait pas ce qu'elle va vivre. Une moitié qui est passée dans les « bonnes » écoles et qui a devant elle un avenir qui paraît merveilleux. Et l'autre qui, à la sortie des études, finira comme bricoleur dans un atelier.

Ce qui a changé, c'est le comportement des hommes. D'abord, dans leurs rapports entre eux, dans leurs rapports avec leur femme, avec leurs gamins.

Economiquement, un autre rapport a changé. Nous avons perdu les comportements des métiers classiques qui traçaient la position des hommes. Un serrurier pouvait faire un ajusteur, puis un outilleur. Maintenant, tu n'as plus de professions bien marquées.

Lorsque Franco est mort, le mouvement libertaire a rejailli en Espagne très vite. Je suis allé au grand rassemblement de Barcelone pour y représenter la Fédération anarchiste, Cohn-Bendit y était aussi et je lui ai dit : « *Eh bien, qu'est-ce que tu fous ici ? Tu n'es plus anar, toi* ». « *Et comment ?* » et il a fait un discours et j'en ai fait un pour l'engueuler après. Avant de repartir le soir-même, il m'a dit : « *Tu vois, Maurice, tu deviendras comme moi* ». « *Je ne deviendrais jamais comme toi* » et je ne suis jamais devenu comme lui.

A part cela, ce n'est pas un mauvais gars. Mais, moi, qui suit un peu connu, je fus moins applaudi que lui. Ainsi va la vie !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## NOUVELLES DU FRONT

**• PRÉCISIONS.**
**En indiquant dans le « Monde libertaire » n° 709 (du 26 mai) que le total des pertes russes en Afghanistan s'élevait à 10 000 personnes, nous ne nous trompions guère. Entre le 27 décembre 1979 et le début du mois de mai 1988, il s'agit exactement de 13 310 soldats tués. L'annonce en a été faite par le général Alexei Lizitchev, chef de la direction politique des forces armées soviétiques.**

**• BÉTISIER.**
**A propos des suites de l'opération d'Ouvéa, l'un a le « le sentiment que l'on veut toujours déstabiliser l'armée », l'autre qu'« on essaie de déstabiliser à nouveau l'armée et la gendarmerie ». Le premier s'appelle Hernu, ex-ministre des Armées et socialiste, le second se nomme Pons, ex-ministre des D.O.M.-T.O.M. et R.P.R. C'est la convergence des ex ! Quant à M. Julia (député R.P.R.), il pose une question : « Va-t-on encore longtemps laisser couvrir de boue l'armée française ? » Peut-on lui répondre qu'elle s'en charge elle-même ?**

**• ÉDUCATIF.**
**M. Chevènement, ministre des Armées, n'oublie pas qu'il fut celui de l'Education nationale. Dans une récente déclaration, n'a-t-il pas dit : « Il semble que ce serait une mission hautement patriotique pour l'armée (que de donner aux jeunes) une meilleure formation générale et professionnelle (pour faire) du service national une période plus enrichissante (...) ». Les cours auront-ils lieu en Nouvelle-Calédonie, avec maniement du lance-flamme et lynchages organisés ?**

**• DÉPISTAGE...**
**Alphonse Dianou a bien de la chance, responsable des preneurs d'otages canaques d'Ouvéa, il est mort en bonne santé. Le médecin des armées F. Thomas, du 11e Choc, a constaté sur place qu'il était « conscient et ne saignait pas abondamment » et donc que la pose d'un garrot « ne se justifiait pas ». A Saint-Joseph, le général Vidal « l'a vu arriver, vivant, en hélicoptère ». Mais à Ouloup, après un transfert de 35 kilomètres par voie routière, quelque quatre heures plus tard, il était décédé. Sans doute d'un accident de la circulation... du sang (infarctus provoqué par une thrombose). Encore un malade qui s'ignorait !**

**• RAPPEL !**
**Le Comité de soutien aux réfractaires continue à alimenter le répondeur antimilitariste au (1) 43.03.62.03. Infos, prises de rendez-vous et permanence téléphonique le mercredi de 21 h 30 à 23 h. Toute personne intéressée par des renseignements sur l'objection, l'insoumission ou toutes formes de résistance à la militarisation est cordialement invitée à se servir d'un téléphone.**

**Georges HOST**

Un service régulier et pratique l'abonnement

### SAINT-DENIS

# La faucille et le goupillon

POUR 280 balles t'as plus rien. Sauf si c'est pour la bonne cause. En l'occurrence pour la bouffe. Dans les terres prolétariennes de la banlieue il y a une belle église. Tellement belle qu'on y a mis les carcasses des rois de France dedans. C'est à Saint-Denis, ville qui peut s'enorgueillir, à juste raison, d'avoir une véritable histoire et une véritable vie de cité. Sur la fameuse basilique donc, il y a eu une flèche. Abattue par le Malin un soir d'orage, au dix-neuvième siècle, une campagne est actuellement menée par la municipalité pour sa reconstruction. D'où l'objet du banquet à 280 balles organisé le 18 juin et à l'issue duquel le petit peuple enfin rassemblé pourra se partager les miettes, finir les verres et assistera en outre à un spectacle laser simulant dans l'espace la fameuse flèche, devant précéder son érection définitive dans les prochains mois. Nul doute que la très forte proportion de chômeurs et de smicards de Saint-Denis saura faire des heures supplémentaires pour payer le caviar.

### Elections obligent...

A Saint-Denis, c'est bien connu, la tradition est communiste. Sans doute le dernier cran de la fameuse ceinture rouge. Le maire qualifié de « thorézien » (sic) par le *Monde* garde semble-t-il une popularité intacte malgré les revers électoraux et les scores faramineux de Le Pen. L'idée de la reconstruction de la flèche devient symptomatique de la volonté du P.C.F. local de conserver à tout prix son bastion. N'oublions pas non plus que les municipales sont de véritables pompes à fric.

Le seul intérêt de l'idée semble donc résider dans la prouesse architecturale du projet. Pour le reste, c'est un savant mystère. Le P.C.F. n'ayant jamais brillé par la transparence de ses revenus, la tradition est sauvegardée. Il n'est nulle part fait allusion, à travers l'abondante propagande, qui nous est par hasard distillée juste avant de périlleuses élections, à l'aspect financier de la construction et les cochons de payants que les habitants de la commune sont destinés à devenir, en sont pour leur curiosité. C'est pourquoi le comité A.R.M.U.R.E. (Association des résistants à la militarisation urbaine et à la reconstruction des églises) s'est immédiatement mis en place et s'est prononcé, par dérision en ces temps prochains où la Révolution de 1789 va être célébrée avec faste, pour le retour des cendres de Louis XVI à la basilique royale et la canonisation du curé d'Uruffe (celui qui engrossait ses ouailles avant de les dépecer). Revendications auxquelles le C.R.O.A. (Comité des résistants contre l'oppression des agenoutistes) s'est immédiatement associé ainsi qu'un bon nombre d'anticommunistes primaires et d'anticléricaux, revendiquant haut et fort leur odeur de fagot.

### Un souffle lyrique

A l'heure des H.L.M. cradingues, des emplois précaires, des trois millions de chômeurs, nous sommes fiers du devenir prestigieux de notre église, de notre argent placé dans la pierre, du souffle lyrique des grandes orgues royales inaugurées récemment, nous sommes fiers enfin que le S.M.I.C. à 6000 F revendiqué tout au long de la campagne électorale par nos staliniens locaux pourra faire des heureux chez les tailleurs de pierre, et chez les curaillons de service.

Tout tombe d'autant mieux que la fameuse flèche devrait voisiner avec le siège social de *L'Humanité*. C'est bon de concentrer l'obscurantisme, on ne fait qu'un voyage.

**Jean-Pierre VANHECKE**

### SKINHEADS

# Equipée sauvage à Rouen et à Brest

VENDREDI 27 mai, une quinzaine de jeunes gens, à l'allure patibulaire, le crâne rasé, chaussés de Doc Martens, arborant sur leurs tenues noires ou kakies des écussons bleu-blanc-rouge et des badges nazis, arrivent à Rouen dans une camionnette. Ils viennent de Lille pour chercher des copains, aussi chevelus qu'eux, afin d'aller à un concert « Rock against communisme » qui doit avoir lieu à Brest.

Les skinheads lillois et rouennais se retrouvent dans un bar qui sert de base aux skins de la région, notamment ceux tournant autour du groupe Les Skin Korps, qui a sorti il y a peu de temps un disque aux relents nazis.

Après avoir éclusé force bière, ils décident d'aller faire la chasse à ce qui ne ressemble pas à un Français blanc. Armés de battes de base-ball, de fléaux, il s'en prennent à un jeune appelé guadeloupéen, à un patron de bar algérien et à un de ses clients noirs, le blessant très gravement à la tête. Après quelques heures d'équipée sauvage, quinze skins sont arrêtés et écroués. Le M.R.A.P. et la L.D.H. se portent partie civile.

A Brest, un scénario relativement similaire se déroule et cette fois ce sont deux Indonésiens et deux Guadeloupéens qui sont agressés. Neufs skins sont arrêtés par la suite.

### Les Rebelles européens

Ces agressions tournent indirectement autour d'un concert qui devait se tenir près de Brest et qui fut finalement annulé. Ce concert était organisé par un label de disques skinhead, Les Rebelles européens, et mérite qu'on s'y arrête. Ce label, créé il y a trois ans, s'est spécialisé dans les groupes skinheads, mais pas n'importe quels groupes : ceux qui ont un engagement politique d'extrême droite très marqué. Sur ce label, on trouve des groupes tels que Brutal combat, Légion 88, Combat 84, Skin Korps...

Chacun de ces groupes, à travers leurs disques et leurs concerts, avec une musique très violente et très virile, parle de « *défense de la race blanche* », de soutien à l'apartheid, de lutte contre les juifs, les Arabes, les homosexuels, les communistes « *qu'il faudrait mettre au four* »...

Dans de nombreuses chansons, il est fait référence au nazisme, présenté comme le « must » d'un certain romantisme ; on suit les aventures de jeunes SS qui doivent se battre contre les Américains qui viennent de débarquer. Dans le journal fasciste, *Le Choc,* créé par des anciens de *Magazine Hebdo* et de *Minute*, soutenant Le Pen, on pouvait lire un article fort édifiant sur ces rockers luttant contre le communisme. Le chanteur de Légion 88 disait : « *Je combats pour une Europe blanche* » et, plus loin, « *J'utilise mes chansons pour développer les thèses révisionnistes* ». Lors de ses concerts, le même distribue des textes de Rudolf Hess.

Rebelles européens est donc une vraie machine de propagande nazie et il faudrait sans doute que des gens spécialisés se penchent un peu plus sur ce label. Heureusement, celui-ci, de par son idéologie, ne trouve pas de distributeurs et, à quelques exceptions près, les disques des Rebelles européens ne sont disponibles que par correspondance. Cela limite les dégâts ! Pareil pour les concerts skinheads, comme il y a toujours de la bagarre, avant, pendant et après, personne ne veut en organiser, et c'est tant mieux.

### Le mouvement skinhead

Le mouvement skin est né à la fin des années 60, chez les jeunes prolétaires anglais qui, voulant se démarquer des étudiants plutôt hippies, se rasaient la tête par dérision. Ces jeunes gens se retrouvaient autour d'une musique créée par les Noirs jamaïcains : le ska.

Ensuite, le mouvement a vivoté jusqu'en 1978-1979, où apparaît un « revival » ska avec des groupes musicaux tels que Madness, Spécials... Mais si, à l'origine, le mouvement skin était antiraciste et, bien qu'ils écoutent de la musique de « Noirs », les skins ont changé. Repris en main par le National Front, leurs mots d'ordre sont : bière, bagarre, machisme et football.

Ils investissent les clubs de supporters et transforment les matchs de foot en grand-messes nationalistes, s'en prenant aux joueurs et aux supporters de couleur ou de l'équipe adverse (cf. hooligans, stade du Heysel). Les skinheads font également des descentes dans les quartiers indiens ou pakistanais, frappant à tour de bras. Parfois, ces raids tournent à leur désavantage et on a vu des quartiers pakistanais les refouler en pratiquant une forme d'autodéfense.

La musique qu'ils écoutent a changé, maintenant ils suivent des groupes plus durs, issus du punk, le mouvement oï, des groupes blancs, militants pour des idées d'extrême droite, le White Power. Ces groupes ont pour nom : Sham 69, 4 skins et Screwdriver, dont le chanteur est actuellement en prison pour avoir tué un jeune Maghrébin.

Il faut ajouter aussi que si la musique est issue du mouvement punk, les skins n'ont rien à voir avec ceux-ci. On a souvent vu les skins venir aux concerts de groupes punks pour y casser du punk. Ce qui a entraîné des groupes comme les Bérurier Noir à créer leur propre service d'ordre.

En France, même si le Front national utilise les skins pour des collages ou pour des services d'ordre, ce parti en mal de respectabilité préfère ne pas trop s'occuper de ces jeunes extrémistes trop voyants. Ce sont des mouvements plus extrémistes encore qui travaillent les skins au corps : le M.N.R., Jeune Nation ou le G.U.D.

Il faut relativiser les choses : les skinheads ne sont pas très nombreux, ils font parler d'eux parce qu'ils sont violents, uniquement. Sauf pour quelques-uns et pour ceux qui les manipulent, l'idéologie est secondaire. Ce sont pour la plupart des jeunes paumés qui ne trouvent comme exutoires que l'alcool et la bagarre, ainsi que le besoin d'appartenir à une même tribu. Les idéologies fascistes ou nazies les intéressent uniquement parce qu'étant des idéologies d'exclusion, elles créent des boucs émissaires : les immigrés, les juifs... sur lesquels ils peuvent assouvir leurs besoins de violence. Ils se situent à l'extrême droite, parce qu'actuellement, avec le renouveau des idées réactionnaires, avec le succès du Front national et de Le Pen, ils se croient forts et porteurs d'une certaine légitimité.

Ils disent vouloir une France propre, un régime dictatorial, c'est en fait un désir suicidaire, car de par leur façon d'être, le milieu dont ils sont issus, ils feraient partie des victimes d'un tel régime. Pour que les skinheads disparaissent, la solution passe par la lutte contre toutes les idéologies d'extrême droite, une lutte contre le Front national. Lorsque toutes ces idées ne passeront plus dans la population, il n'y aura plus de skins nazis. Alors, même s'ils continuent à se raser la tête pour chercher leur indentité, peut-être porteront-ils leur besoin de violence sur ce qui les opprime vraiment, à savoir l'Etat et le patronat. Mais en attendant, on a encore du boulot.

**Jean-Pierre LEVARAY**

## R.F.A.

# L'Inquisition frappe encore !

LE *Monde libertaire* a déjà relaté dans ses colonnes les exploits de la justice ouest-allemande contre les athées qui s'opposent aux privilèges de l'Eglise d'outre-Rhin. Un nouvel épisode vient de s'ajouter à l'histoire, déjà longue, des persécutions d'athées dans le Saint Empire germanique.

Le 17 mai 1988, Gottfried Niemitz, avocat à Freiburg, reçoit un avis de poursuites émanant du parquet de Würzburg (Bavière) sur dénonciation d'un militant catholique et de l'évêque de cette ville. Les faits qui lui sont reprochés valent leur pesant de cacahuètes : il aurait utilisé, lors d'une conférence sur la répression du blasphème en R.F.A., à Würzburg en novembre 1987, deux expressions jugées offensantes pour le clergé. Il aurait dit en effet que l'Eglise est « *la plus grande organisation criminelle de l'histoire* »... Il ne faisait en fait que citer une cliente qu'il eut à défendre quelques années plus tôt, et qui fut alors lourdement condamnée pour avoir écrit cette phrase dans une brochure sur l'histoire de l'Eglise. Quant à l'expression « *cochons de cléricaux* » (*chocking*, n'est-il pas ?), il nie absolument, témoins à l'appui, avoir prononcé ces mots qui seraient, il est vrai, bien malvenus dans la bouche d'un avocat. Mais la parole du seul observateur chrétien présent lors de cette conférence compte sans doute plus que celles des autres auditeurs.

Pour la Bunteliste de Freiburg, l'organisation politique anticléricale qui soutient Gottfried Niemitz, l'affaire semble particulièrement grave. G. Niemitz est en effet cet avocat spécialisé dans les affaires de blasphème et qui a su défendre avec acharnement la cause des athées à la barre de nombreux tribunaux de R.F.A.

Selon la Bunteliste : « *Il est évident que la justice tente ici d'éliminer le défenseur le plus connu et le plus compétent des athées ouest-allemands, et de faire taire en même temps l'un des chefs de file de l'opposition au paragraphe 166 (loi sur le blasphème)* »... Quelle crédibilité aurait en effet un avocat spécialiste des affaires de blasphème qui se ferait lui-même condamner pour une telle affaire ?

« *Une condamnation de Gottfried Niemitz équivaudrait à un échec décisif pour la résistance juridique et politique des athées de R.F.A. contre l'Inquisition* », estime la Bunteliste, qui ajoute : « *seule une protestation internationale peut empêcher qu'un des défenseurs les plus connus de la liberté d'opinion en R.F.A. soit lui-même victime de l'Inquisition.* » Il faut en effet savoir que la presse ouest-allemande dans son ensemble fait le silence complet sur cette affaire. La Bunteliste fait donc un appel pressant à tous les défenseurs étrangers de la liberté d'opinion pour qu'ils réclament l'arrêt immédiat des poursuites contre Gottfried Niemitz et l'abrogation du paragraphe 161 du code pénal allemand. Quelques mots suffisent ; à vos crayons !

**P. P.**

*Adressez vos protestations à : Amtsgericht Würzburg, 8 700 Würzburg (R.F.A.) ; ou/et à : Justizminister von Bayern, Postfach, 8 000 München 35 (R.F.A.). Les copies des lettres sont à envoyer à : Bunteliste Freiburg, Postfach 254, D. 7 800 Freiburg i. Br. (R.F.A.).*

# Chili : L'escadron « Trizano »

LA junte militaire qui tient le Chili sous son joug depuis quatorze ans, avec à sa tête le général Augusto Pinochet (malgré la critique faite publiquement par l'administration Reagan), n'a pas été ébranlée d'un pouce depuis que le règne de la terreur a été instauré.

Alors qu'un « plébiscite présidentiel » doit avoir lieu en 1989, aucun moyen n'a été négligé dans la campagne pour intimider tout opposant possible et imaginable au régime actuel. Des jeunes gens continuent à disparaître ; des femmes sont humiliées dans leurs propres maisons ; des personnes connues sont bannies à cause de leurs opinions personnelles et beaucoup de dissidents sont tués de sang-froid.



Avant d'entamer leurs « tâches sanglantes », les escadrons de la mort envoient des lettres aux individus qu'ils désirent intimider : un juge faisant une investigation dans un cas de torture, un syndicaliste impliqué dans une grève ou un curé demandant la démission de Pinochet.

Récemment, vingt-cinq des acteurs, actrices, metteurs en scène et réalisateurs les plus connus du Chili ont reçu des lettres leur conseillant de « *quitter le pays avant la fin du mois, sinon ils seraient exécutés* ». Un certain nombre de théâtres alternatifs reçurent le même message, et avec eux cinquante-deux acteurs et actrices. Tous ces messages étaient signés par un escadron de la mort s'appelant, lui-même, « Trizano », du nom d'un personnage tristement célèbre qui massacra au siècle dernier des milliers d'Indiens du Chili. Les escadrons de la mort opèrent au Chili en totale impunité.

D'après le célèbre écrivain chilien, Ariel Dorfman, le jour où les acteurs cités ci-dessus étaient censés devoir quitter le pays, ils organisèrent un festival non-stop à Santiago afin de montrer leur détermination à rester au Chili. Cet écrivain ne connaît pas encore le résultat de ce festival, mais ici, dans la « terre de liberté » (Etats-Unis, NDLR), certains acteurs bien connus, incluant le président des « Actors'Equity », Colleen Dewhurst et Theo Bikel, vice-président de la Fédération international des acteurs, ont exprimé leur vigoureuse opposition au soutien continu, de la part de l'administration Reagan, à une telle terreur. Ce rapport fut envoyé au président ainsi qu'à son gouvernement. Parmi les signataires du rapport on retrouve : Lilly Tomlin, Jason Robards, Ellen Burstin et Edward Asner...

A Chicago, des acteurs des I.W.W. poursuivent leur travail de sensibilisation dans les milieux du théâtre pour un soutien à leurs collègues chiliens.

**Article de « Industrial Worker » (I.W.W.)**

## SICILE

# La mégacentrale

**LE samedi 7 mai 1988 a eu lieu, à San Fillipo del Mela, la première manifestation publique de l'association anarchiste de Sicile, dans le petit centre du « messinese », soit après plusieurs mois d'une longue lutte qui oppose les habitants du coin à la reconversion de la centrale électrique actuelle, alimentée au fuel combustible, en une mégacentrale au carbone.**

**Le groupe anarchiste a senti la nécessité d'exposer ses arguments à la population, et un compagnon, Pippo Gurrieri, a développé des points de vue technique, politique et social.**

**La population a participé, avec beaucoup d'attention, à l'initiative et a été très surprise de voir des drapeaux noirs flottant sur toute la place centrale de San Flippo del Mela ; elle n'avait pas vu de présence anarchiste au moins depuis la guerre. L'exposé de Pippo a montré toutes les interconnections se trouvant derrière le modèle de développement énergétique que l'Etat dirige, avec notamment une présence militaire très importante en Sicile.**

**Comme d'habitude, les sbires policiers et les carabiniers ont cherché la provocation, notamment en arrêtant un compagnon ayant collé deux autocollants contre le pape. Cela n'est pas innocent, en effet on s'interrogeait sur les initiatives qui allaient avoir lieu suite à la visite de ce même pape, en Sicile, le 2 juin, à Messina.**

**Article tiré de « Umanita Nova » (organe de la F.A. italienne)**

# REVUE DE PRESSE

**• « Umanita Nova » (F.A. italienne) n° 17, au sommaire : les luttes dans les écoles ; la Nouvelle-Calédonie ; la résurgeance du fascisme en Italie ; les privatisations ; les Cobas.**

**• « Germinal » n° 53 (Italie), au sommaire : antimilitarisme ; occupation du centre social autogéré d'Udine ; nationalisme ; biorégionalisme, délire biotechnologique, écologie ; archives : « notre histoire » ; Mai 68 ; Yougoslavie : quoi de neuf ? ; notre consœur « Radio Libertaria, 89 MHz ».**

## R.F.A.

# Animaux

« TIERSCHUTZ-AKTIV-NORD » » (Protection active des animaux/Nord) est une association de défenseurs d'animaux qui étaient organisés avant ailleurs ou pas du tout : leur objectif est une société libre. La lutte pour une telle société ne doit pas négliger la libération des animaux. L'abolition des expérimentations sur des animaux et leur détention-reproduction en « usines », un végétarisme offensif et la destruction du commerce des fourrures et de ses dépendances, comme les associations de chasse, bref la lutte contre toutes formes de violence contre les animaux constitue leur travail et veut s'insérer dans l'ensemble des mouvements sociaux de gauche par certaines coalitions avec ceux-ci. L'association en tant que telle essaie de travailler par des actions légales et une propagande intensive, mais soutient toutes les autres formes de résistance et d'actions tant qu'elles ne sont pas dangereuses pour la vie des hommes et des animaux.

Par cette attitude l'association se distingue des autres, plus conventionnelles, qui se sont développées à partir de la fin des années 70 en Allemagne fédérale, peu efficaces et sans perspective politique notamment depuis la discussion sur la violence dans les actions. Leur prise de distance les a mises quasiment hors-jeu et les a poussées à assimiler les intérêts étatiques, tandis que « Tierschutz-Aktiv-Nord », vu le commerce impérialiste de l'Allemagne fédérale ne se sent plus obligé d'accepter une définition de la « violence » selon les prémisses imposées par l'Etat et sa législation (qui pénalise déjà les dégâts causés aux portes et serrures pour ne pas parler de la pénétration (sic) en édifices publics ou privés. Les premières actions de cette association eurent lieu à Hambourg (perturbation de la chasse annuelle du Sénat, blocages de la Lufthansa, grande compagnie aérienne, perturbation du « jour des chasseurs allemands ») et furent couronnées d'un certain succès.

L'association entretient des relations avec une organisation à préoccupations similaires dans la partie sud de l'Allemagne (« Bundesverband der Tierbefreier » et publie une brochure d'information mensuelle. D'autres actions sont exécutées par des défenseurs qui se veulent « autonomes » : il s'agit de libérations d'animaux, de la perturbation de défilés de mode mais aussi du bris de certaines vitrines. Ainsi celui d'un magasin de fourrures à Hambourg, dont les vitres ont dû être remplacées dix-huit fois avant que le magasin ne ferme... Ailleurs avaient lieu des incendies de camions transportant les précieuses fourrures qui furent badigeonnées d'une solution de couleur rouge.

**Traduit de « Aktion »**

## RÉVOLUTION RUSSE

# Jelezniakov, une figure méconnue

LE mouvement anarchiste connaît quelques malheurs lorsqu'il est étudié par l'histoire officielle. Soit notre contribution est systématiquement niée, soit elle est détournée. Louise Michel est un exemple fameux de cette récupération. L'Union soviétique n'échappe pas à ce processus. Qui sait par exemple que le marin Matiouchenko, le meneur de la mutinerie du cuirassé Potemkine, présenté comme un modèle révolutionnaire, passa des rangs bolcheviques à l'anarcho-syndicalisme ? Quelques anarchistes bénéficient bizarrement d'une célébration officielle. Le marin Jelezniakov est de ceux-là et, on le verra, sans raison valable !

### Un marin de Cronstadt

On sait très peu de choses sur les origines d'Anatole Jelezniakov (1), sinon que c'était un marin de la flotte de la Baltique, venu de Cronstadt. Lorsque éclate la révolution russe, le port de Cronstadt est considéré, selon un terme usé comme le fer de lance de la révolte. Dès février 1917, les marins ont éliminé leurs officiers et pris la ville. Ensuite, certains marins se rendent à Petrograd pour radicaliser la révolution. En effet, deux voies s'opposent : celle des soviets et celle du gouvernement réformiste. La première fois que l'on entend parler de Jelezniakov, c'est lors de l'affaire de la datcha de Dournovo.

Cette villa était située dans le quartier populaire de Petrograd où les anarchistes étaient le mieux implantés. Dès le début, la villa avait été occupée par des anarchistes et des officiers non affiliés car elle appartenait à l'ancien gouverneur de Moscou. La datcha fut transformée en maison de loisirs et de discussions.

Le 5 juin 1917, des anarchistes qui y résidaient, décidèrent de récupérer l'imprimerie d'un journal bourgeois. Le gouvernement provisoire les en fit chasser par la troupe, puis donna l'ordre d'évacuer la villa. Aussitôt des marins de Cronstadt, dont Jelezniakov, arrivèrent pour la défendre, tandis que les ouvriers du quartier manifestèrent en signe de solidarité.

Le rapport de forces parut suffisant pour faire reculer le gouvernement et le congrès des soviets qui, lui aussi, jugeait l'expropriation « *criminelle* ».

Un peu plus tard, les anarchistes firent libérer sept détenus d'une prison du quartier (2) et en hébergèrent dans la datcha. Cette fois la police reçut l'ordre d'attaquer. Deux anarchistes résistèrent violemment : un ouvrier, Asnine, qui fut tué et Jelezniakov, capturé après avoir été délesté de ses bombes. Soixante autres ouvriers et marins furent également arrêtés. Aussitôt une pétition de Cronstadt demanda la libération de Jelezniakov. En vain. Le gouvernement le condamna à quatorze ans de prison, mais il réussit à s'évader. L'incident de la villa Dournovo n'était pas isolé. Il traduisait les progrès de l'anarchisme parmi la foule révolutionnaire. Les bolcheviks, jusque-là conciliants durent tenir compte de cette radicalisation pour l'utiliser.

Jelezniakov réapparaît lors de la prise du Palais d'Hiver à laquelle il participe activement. Après l'assaut il est même nommé commandant des gardes. Mais la chute du gouvernement provisoire n'a rien réglé. Les réformistes attendent beaucoup de la convocation de l'Assemblée constituante qui peut sauver la voie parlementaire. Les anarchistes et des éléments tout aussi radicaux s'y opposent pour réclamer « *tout le pouvoir aux soviets* ». Quant aux bolcheviks, ils hésitent. Voyant qu'ils n'auront pas une majorité de députés pour installer leur nouveau pouvoir, ils ne voyaient pas d'un mauvais œil une initiative contre elle.

### « Assez, assez ! »

Lors des réunions des comités d'usines, les anarchistes s'en prirent violemment à la Constituante. Aussi Jelezniakov, qui commandait la garde du Palais de Tauride, où siègeait l'Assemblée, se fit l'expression de ce souhait. Le 6 janvier 1918, la Constituante fut dissoute dès le premier jour. L'écrivain Victor Serge en fait le récit dans un livre pro-bolcheviques, *L'an I de la révolution russe* (3). Comme il est assez exact et très bien renseigné, nous en citons un passage. Vers quatre heures du matin, alors que les députés bolcheviks et S.R. de gauche ont quitté la salle de la Constituante, le président de séance V. M. Tchernov veut continuer malgré les protestations des ouvriers massés dans les tribunes. Jelezniakov s'approche alors, armé, de la tribune présidentielle :

« *Le silence se fit dans les loges. Le marin légèrement penché, dit quelque chose. On n'entendit pas. Tchernov, indigné et troublé, s'adossa au dossier de son beau fauteuil.*

— " Mais... les membres de l'Assemblée constituante sont fatigués eux aussi. Aucune fatigue ne peut interrompre cependant la lecture de la loi agraire attendue par la Russie ! "

*Et cette fois, la voix ferme, sans menace, ironique et tranquille, du marin, porta loin :* " Le corps de garde est fatigué. Je vous prie de quitter la salle de séances. " *Tchernov scruta la salle atterré.* " Il m'est proposé, dit-il, de clore la séance sans débats, en adoptant le texte essentiel de la loi agraire ". *Cet* " *Il m'est proposé* " *suscita le rire des tribunes. Des votes hâtifs se suivirent, des textes solennels furent expédiés, avec une hâte fébrile, coupés par une voix menaçante, partie des tribunes, qui scandait avec une fureur grave :* " Assez, assez ! "

« *La fatigue, jointe à l'exaspération de cette comédie, faisait monter là, dans les cervelles, une sombre fureur. La salle entendit claquer les gâchettes des fusils. La comédie allait tourner au drame. Mais on vit s'en aller la barbiche présidentielle. La séance était levée.* »

Cette dissolution (4) fut tout à fait spontanée et la thèse de certains historiens, comme quoi Jelezniakov aurait agi sur ordre des bolcheviks est fausse (5). Lénine profita de l'événement en promulgant dans la nuit du lendemain un décret de dissolution. Dès lors, deux conceptions de la révolution allaient s'opposer, celle anti-autoritaire des anarchistes basée sur les soviets et celle d'une dictature de commissaires bolcheviks. Dès mars 1918, la répression s'abattit sur les cercles anarchistes. Jelezniakov fut, comme les autres, traqué par la tchéka et déclaré hors la loi.

Dans les conditions difficiles de la clandestinité, il décida de lutter contre les blancs, l'ennemi prioritaire. Il forma, à Nicolaieff, un train blindé qui fut toujours aux premières lignes contres les armées tsaristes. Le général Dénikine estima sa tête à 400 000 roubles ! Jelezniakov était devenu un des adversaire les plus dangereux. Hélas ! en juillet 1919, il fut tué sur son train par un obus des blancs.

### Un mauvais roman-feuilleton

Les bolcheviks tirèrent aussitôt profit de cette mort. Ils lui rendirent les honneurs militaires et répandirent le mensonge qu'il aurait lancé en mourant un appel de soutien au nouveau régime. Cette scène, digne d'un mauvais roman-feuilleton, est totalement contredite par les témoignages de ses proches. Des anarchistes russes déclarèrent plus tard en exil : « *En réalité, il les haïssait. D'après ses propres paroles, le pouvoir soviétiste le* " pourchassait impitoyablement " » (6)

Il est certain que Jelezniakov est mort, si l'on peut dire, au bon moment. Il a échappé à une liquidation probable qui fut le lot des anarchistes russes. Devenu un héros de la révolution, Jelezniakov est ainsi un des seuls anarchistes cités positivement dans les récits soviétiques des événements. Il a même sa statue à Cronstadt, non loin du charnier de ses compagnons de lutte. C'est pourquoi, contre ce genre d'histoire officielle, il faut que nous fassions sans cesse une réappropriation de notre mémoire.

**YVES (Gr. Flores-Magón)**

## Point de vue d'un exilé

**En complément à cet article, nous citerons un extrait de *Les anarchistes dans la révolution russe* de Gorelik (1890-1956), militant anarchiste actif arrêté après l'insurrection de Cronstadt et expulsé par les bolcheviks. Dans ce texte de 1922, très virulent, il critique l'activisme armé de ses compagnons. A comparer avec l'action de Jelezniakov...**

« *Octobre arriva naturellement, comme s'il était inscrit dans l'ordre des choses. Personne n'en fut étonné, car plus d'un mois auparavant, les fondements de l'ordre ancien s'étaient écroulés. Le vieux monde disparaissait, laissant la place au nouveau, à une vie nouvelle. Sur tous les fronts — l'offensive de Kornilov, au nord, les Cosaques au sud —, les jeunes forces de la Révolution se jetèrent dans la bataille.*

« *Les anarchistes y jouèrent un rôle très important. Sous Petrograd, ils luttèrent avec les ouvriers et les Kronstadiens (...) Toutefois ces luttes représentèrent une évolution capitale de la pensée libertaire et du mouvement anarchiste. Dans les rangs libertaires, le fusil prit de l'importance ; toute la jeunesse, comme tous ceux qui n'avaient pas encore les idées bien nettes — tous rejoignirent les détachements et participèrent aux activités militaires jusqu'à la fin de la guerre civile. (...) Mais la majorité de ces camarades furent perdus pour l'anarchisme. Et tout ce qu'on avait créé à grand-peine : le rassemblement et l'organisation des forces libertaires, le travail au sein des masses ouvrières et paysannes — tout cela s'effrita et s'éparpilla. La pensée libertaire perdit peu à peu son importance dans la révolution.*

« *Les bolcheviks, quant à eux, ne dormaient pas. Hésitant encore, louvoyant entre les soviets et l'Assemblée constituante, ils étaient de toute façon résolus à s'installer fermement au Palais d'Hiver. Ce n'est qu'en janvier 1918, n'ayant pas eu la majorité des voix aux élections à l'Assemblée constituante, et mis devant le fait accompli de la dispersion de celle-ci par un détachement de marins commandés par l'anarchiste Zelesniakov, qu'ils refusèrent cette Constituante. (...) Les anarchistes étaient tellement obnubilés par la force croissante de la Révolution et les victoires remportées contre la réaction qu'ils oublièrent que les bolcheviks avaient pris le pouvoir...* »

**Extrait de A. Skirda,**
**« Les anarchistes dans la révolution russe »,**
**Paris, Ed. La tête de feuilles, 1973 (épuisé)**

*(1) S'écrit aussi Zelesniakov.*

*(2) Trois politiques, trois droits communs et un espion allemand complaisemment monté en épingle par les historiens (cf. Avrich).*

*(3) Ed. Maspéro, Col. P.C.M.*

*(4) La phrase de Jelezniakov varie selon les témoins, mais se tient pour l'essentiel.*

*(5) Cf. Paul Avrich,* Les anarchistes russes, *p. 180 :* « (...) sur les ordres du nouveau gouvernement bolchevique (...) ».

*(6) Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne,* Répression de l'anarchisme en Russie soviétiste, *Paris, Ed. La librairie sociale, 1923. Cet essai complété par un index des victimes anarchistes est un témoignage précieux qui devrait être bientôt réédité.*

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## NICOLAS FAUCIER

# Un militant dans « la mêlée sociale »

NÉ en 1900, Nicolas Faucier fait partie de cette génération de militants issus de la Grande Guerreet qui se sont rapprochés de l'anarchisme après la révolution russe. Son itinéraire est commun à celui de bien d'autres camarades des années 20 et 30 qui ont dû se battre tout autant contre le bolchévisme, le fascisme et la réaction patronale. Et cela, dans des conditions extrêmement difficiles pour l'ensemble du mouvement libertaire.

### L'itinéraire d'un militant anarchiste

Fils d'ouvrier, Faucier nous raconte avec bonheur dans ce livre de souvenirs sa jeunesse, le milieu familial marqué par la dure condition ouvrière du début du siècle, sa prise de conscience des injustices sociales, puis, progressivement sa révolte contre l'ordre établi jusqu'à son engagement militant « dans la mêlée sociale » ; engagement auquel il est resté fidèle sa vie durant. On peut dire de Faucier qu'il a été de tous les combats et de tous les débats qui ont traversé le mouvement social de l'entre-deux-guerres.

A l'Union anarchiste d'abord, où il va assumer pendant deux années le rôle ingrat d'administrateur avec la lourde tâche de redresser une situation financière compromise par les déchirures qui venaient d'opposer plateformistes et synthésistes. Partisan de la tendance plateformiste, il sut cependant le moment venu jouer le jeu de la discipline organisationnelle, quand son courant se trouva à nouveau en minorité au début des années 30. Il n'hésita pas non plus à renouer tant avec Lecoin qu'avec Faure et à œuvrer dans un esprit de conciliation dans l'intérêt de la cause quand cela fut nécessaire.

Anarcho-syndicaliste, il milite inlassablement pour l'unité du mouvement syndical irrémédiablement compromise par le sectarisme stalinien. Il fut de ceux qui refusèrent alors de considérer cette division comme inévitable ou d'accepter de voir (à la différence de Besnard) les anarcho-syndicalistes se cantonner dans un rôle de protestation et de rester marginalisés dans un syndicat ultra-minoritaire.

De même que les hommes de la « Révolution prolétarienne », il vit ainsi dans la réunification syndicale de 1936 le prélude d'une unité retrouvée qui allait redonner confiance à l'action ouvrière. Espoir qui ne put malheureusement pas se concrétiser par la suite. Néanmoins, la poussée revendicative de juin 1936 lui donna l'occasion, dans ses chroniques syndicales du *Libertaire*, de mettre en valeur les mérites de l'action directe et de dénoncer les illusions électoralistes (1).

### La révolution espagnole

Homme de terrain, à l'esprit tourné vers les réalisations pratiques, il fut aussi, lors de la révolution espagnole, une des chevilles ouvrières, avec Lecoin, du soutien à l'Espagne républicaine au sein des comités Espagne libre puis avec Solidarité internationale antifasciste. De l'argent, des vivres, des armes également purent être acheminés vers les compagnons en lutte contre le fascisme.

Faucier, sans se laisser aller à des critiques stériles, accepta de se « salir les mains » en négociant avec des politiciens de gauche pour que le fascisme ne passe pas (2). Rétrospectivement, reste une belle leçon donnée aux puristes aux principes creux par quelqu'un qui cinquante ans après continue de penser que le soutien aux camarades espagnols était la seule priorité.

Pacifiste de toujours, nous retrouvons là aussi Faucier aux avant-postes quand les menaces guerrières vont s'ammonceler à nouveau sur l'Europe et le monde. C'est ainsi qu'il participe avec l'U.A. au Comité de liaison contre la guerre à partir de 1936. Dans son excellent ouvrage *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres* (éd. Spartacus, 1983) Faucier nous décrit en détail cette période, les espoirs soulevés par ses initiatives, mais aussi les divisions persistantes et en définitive les échecs du mouvement ouvrier et des libertaires devant la coalition des forces guerrières et la nouvelle union sacrée réalisée au nom d'un antifascisme hypocrite et intéressé.

Toujours avec Louis Lecoin, Faucier ne désespéra pas et jusqu'au bout, il va œuvrer pour empêcher l'inévitable ; protestations hélas ! sans lendemain mais nécessaires comme la rédaction du tract « Paix immédiate ». Condamné pour ses activités antifascistes et pacifistes, il refuse l'incorporation la guerre venue, ce qui lui vaudra de longues années d'emprisonnement pour reprendre la « paix venue » tant son action syndicale que pacisfiste.

Bref, Faucier a été et reste l'exemple type de ces militants qui, sans jouer aux leaders ou aux idéologues fumistes, font la force des organisations révolutionnaires par leur esprit d'abnégation et de sacrifice. Faucier, répétons-le a été et reste un militant dans l'acception du terme et c'est sans doute le meilleur des hommages que nous pouvons lui rendre aujourd'hui pour ses 88 ans.

**GAËTANO**

*(1) Quelques-uns de ces articles ont été réédités dernièrement par Le Vent du ch'min :* 1936 à travers le Libertaire, *Saint-Denis, 1986.*

*(2) Nicolas Faucier :* « Il ne faut pas dire que nous avions raison, mais il fallait le faire », Les OEillets Rouges, *n° 2, mars 1987.*

---

PUNK

# Rock à Evreux

**DANS le cadre du 5e Festival d'Evreux (Eure), six cents personnes ont assisté aux concerts des Bérurier Noir, Nuclear Device et Para Bellum le 27 mai dernier. Trois groupes anarcho-punk au programme de cette soirée qui s'est passée sans incidents, à part la sortie manu militari de deux skinheads par le service d'ordre. Trois groupes aux discours assez politisés, ce qui est une bouffée d'air frais dans cette apathie générale.**

**Nuclear Device, mélange de ska, de reggae et de rock, dédia une chanson à tous « *les insoumis, objecteurs de conscience,... et à* On a Faim ! » (1). D'autres dénonçaient l'apartheid, le fascisme, la prison et certaines étaient en espagnol, ce qui ne manquait pas de charme pour cette musique agréable à écouter, contrairement à Para Bellum dont le son fut loin d'être audible.**

**Quant aux Bérurier Noir, il n'est plus besoin de les présenter, puisque c'est le groupe anarcho-punk le plus connu et le plus apprécié. Malgré tout, leurs textes sont toujours axés contre le racisme, le fascisme, la connerie humaine et sur le soutien à tous ceux qui luttent. Leur jeu de scène est assez original (déguisements), même s'il peut paraître ambigu.**

**Pendant plus de quatre heures, des jeunes se sont faits plaisir en écoutant cette musique, en dansant, en faisant la fête, pour un prix modique (50 F). Peu d'entre eux ont acheté des publications politiques présentes à la table de presse comme la revue *Réflexes, Noir et Rouge,* et le *Monde libertaire.* Seuls les autocollants, les affiches, les fanzines et l'album de dessins de Gil ont rencontré un vif intérêt.**

**GÉGÈNE**

*(1) Association rouennaise qui édite des cassettes et publie le fanzine du même nom* (On a faim !, *B.P. 47, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray).*

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

# Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

**Vendredi 10 juin**
**« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : quand les trous noirs font revivre les astrophysiciens.**

**Samedi 11 juin**
**« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : entretien avec les Editions ouvrières et rencontre avec un ancien garde rouge, sur la révolution culturelle chinoise.**

**Dimanche 12 juin**
**« B.D. D.A. et Cie » (20 h à 21 h 30) : le cinéma d'animation hongrois, avec des réalisateurs.**

**Lundi 13 juin**
**« Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : commentaires sur l'actualité.**

**Mardi 14 juin**
**« Blues en liberté » (22 h à 24 h) : le blues en 1968 (le Vietnam).**

**Mercredi 15 juin**
**« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : les femmes et Mai 68.**

PROCÈS

# Radio-Libertaire face à la justice

COMME nous l'avions annoncé dans le *Monde libertaire*, notre station, Radio-Libertaire, passait en procès le mardi 31 mai 1988 devant la 17e chambre correctionnelle de Paris. Nous craignions avec cette audience que nous ayions droit, comme c'est souvent le cas, à un procès escamoté. Nos craintes étaient vaines. Après quelques affaires d'escroqueries diverses et de chèques sans provision, le tribunal se réveilla pour attaquer ce qui était l'affaire du jour : la plainte de T.D.F. contre Radio-Libertaire.

La présidente appela le représentant de Radio-Libertaire à la barre et avec beaucoup de mérite rappela les faits. Beaucoup de mérite, car nos relations avec les autorités de l'Etat n'ont jamais été très simples. Ce fut le rôle du représentant de Radio-Libertaire de compléter la documentation de la présidente du tribunal et de démontrer l'absurdité de la poursuite de T.D.F. Ce rôle fut très, presque trop, facile à tenir. En effet, la présidente et ses assesseurs très rapidement approuvèrent la thèse de notre station, en reconnaissant que nous nagions en pleine absurdité ! Après cela, la tâche de l'avocat de T.D.F. ne fut pas des plus simples. Il s'évertua, avec force effets de manches de montrer que « *dura lex, sed lex* », et qu'à toute contravention doit automatiquement succéder une punition.

Radicalement différente fut la thèse du procureur qui, à notre grand ahurissement, a littéralement plaidé, lui le représentant de l'Etat, en faveur de Radio-Libertaire ! Il ira même jusqu'à dire : « *La justice doit être sévère, mais elle doit aussi savoir être intelligente !* ». Il ne restait plus à notre avocat, Christian Revon, que de nous gratifier d'une excellente plaidoirie, montrant une parfaite connaissance du dossier et recommandant au tribunal de faire pièce des chicaneries dérisoires de T.D.F. et de prononcer un acquittement pour notre station. Cette dernière proposition plongea le tribunal dans une extrême perplexité, car il était très tenté par ce dénouement, mais comment marier une justice-sanction et une justice-arbitre ?

Finalement, le jugement sera rendu le 28 juin 1988. Nous ne pouvons terminer ce compte-rendu sans remercier les amis de Radio-Libertaire (une bonne trentaine) qui étaient venus soutenir leur station.

**Yves PEYRAUT**

*Trois chroniqueurs judiciaires, dont celui du* Monde, *assistaient au procès. Ce dernier, après l'audience, nous donna quelques commentaires de spécialiste, commentaires qu'il termina de manière inattendue :* « Il y a deux ans, lors d'affaires similaires, nous avons fait un papier soulignant l'illogisme des instances gouvernementales. C'est pourquoi nous *ne* parlerons pas de votre affaire ». *Voilà comment on écrit l'histoire, ou plutôt comment on ne l'écrit pas.*

## Soutien « clé en main »

**Ayant eu, tout au long de ma « carrière » sur Radio-Libertaire, l'occasion de rencontrer bon nombre d'artistes plus ou moins étonnants, je dois avouer que Thierry Magne m'a bien surpris. En proposant à notre radio un gala de soutien « clé en main », il organisait tout. Première réaction, suspicieuse : « *Ça cache quoi ?* ». Seconde réaction : j'y suis allé mardi 31 mai, au Théâtre Dunois (1). Et ça cachait quoi ?**

**« *Des chansons ; de la chanson, eh ! crétin !* » En première partie, Isabelle et Jean-Marc Duminil nous convièrent au mariage de leurs voix et de leur guitare. Non, pas d'inquiétude ; rien de « baba », de « soixante-huitard ». Sous le zeste de contestation et d'impertinence percent l'humour et la tendresse, bien sûr. Le courant est passé avec le public (conquis d'avance, certes), la première heure aussi est passée, sans me marcher sur les pieds.**

**Puis vint Thierry Magne. Son piano l'attendait toutes touches dehors. Un piano dont il joue plus qu'il ne s'accompagne, fidèle en cela à son idole Léo F. (compléter S.V.P.). Des textes bien troussés, un climat personnel, un clin d'œil à Satie, un coup de pied aux politicards ; que demander de plus ? Une présence physique travaillée plus en finesse, sans doute. Ce sera pour la prochaine fois, quand vous viendrez aussi.**

**N.C.**

*(1) Le Dunois (28, rue Dunois, 75013 Paris) va bientôt être rasé ; merci les promoteurs.*

# Le coin des livres

**Voici les dernières acquisitions de la librairie :**

*Histoire désinvolte du surréalisme* **(J.-F. Dupuis) ..... 69 F**
**Etude sur la récupération du surréalisme sous toutes ses formes : marchandises, œuvres d'art, langage du pouvoir, accessoires de culte.**

*Mémoires* **(P. F. Lacenaire) ..... 150 F**
**P. F. Lacenaire (« Escroc, écrivain public, assassin ») écrivit ses mémoires quelques mois avant d'être guillotiné en 1836.**

*25 collégiens et un condamné à mort* **(F. Porcher-Le Bars)..... 75 F**
**Correspondance entre un condamné à mort et des élèves de troisième.**

*Vivre l'éducation,* **Colloques ..... 58 F**
**Les libertaires et l'éducation.**

*Le Soleil* **(Régine Desforges, Topor, Daeninckx...) ..... (29 F)**
**Plusieurs auteurs écrivent sur le soleil.**

*Petit précis de cuisine anthropophage* **(G. Drévan) ..... 89 F**
**Des idées pour une nouvelle cuisine ! Et des illustrations croustillantes de Cabu. Exemple de recette : « *Cervelle de poète en pochette-surprise* ».**

*Croix-Rouge* **(I. Vichniac) ..... 99 F**
**Enquête sur une « institution vénérable, réputée neutre et efficace, quatre fois Nobel » : la Croix-Rouge. Elle mène une activité apparemment connue...**

**Vous pouvez vous procurer ces nouveautés à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou nous les commander à la même adresse, sans oublier d'ajouter 10% pour les frais de port.**

**Les permanents de la librairie**

## PRISON

# Après Ensisheim, Besançon !

LES mutins de Besançon, comme auparavant ceux d'Ensisheim, ont fait de leur procès celui de la barbarie pénitentiaire et des quartiers d'isolement. Ils nous ont donné un magnifique exemple de solidarité, d'unité dans la lutte et auront ainsi empêché l'Etat de dissocier les bons mutins, « les hommes de parole », des autres, « les exécutants ».

### « Nous sommes égaux »

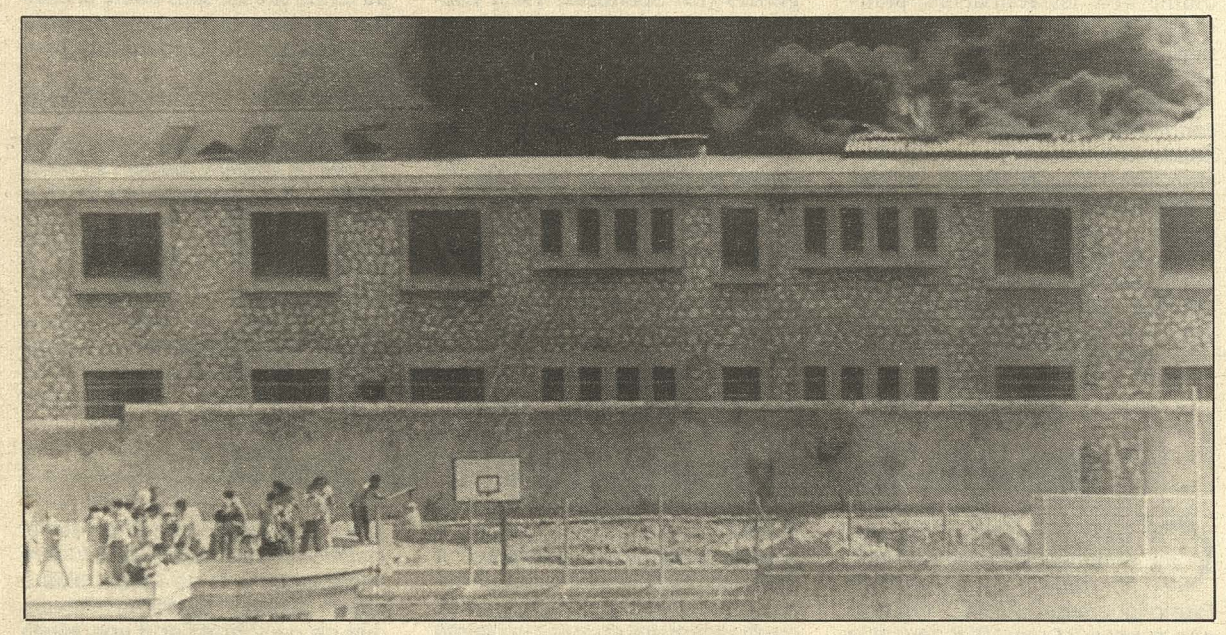
« *Les faits importent peu, nous sommes là pour parler des Q.H.S.* ». Durant les deux procès, celui du mardi 31 mai consacré aux pseudo « meneurs » (1), comme celui du jeudi 2 juin où l'on jugeait les « exécutants » (2), les mutins ont tenu chacun à leur manière le même discours. S'ils se sont laissés entraîner à parler de la mutinerie cela n'a été que ponctuellement pour assurer la défense de leurs camarades les plus attaqués par le juge ou le procureur. « *La diversité est grande mais l'arbitraire est général à ce niveau-là. Nous faisons partie de 22 personnes. Nous sommes égaux, il n'y a pas les bons et les méchants. Dans de telles conditions pas de concertation pour agir, on se coirait chez Pinochet* ».

On est ensuite rentré dans le vif du sujet. Les faits ont été rétablis : il n'y a pas eu de tentative d'évasion qui aurait dégénéré en émeute, mais bien une mutinerie de tout le quartier d'isolement contre sa transformation en Q.H.S. « *Quartier de haute sécurité, unité de vie particulière, quartier d'isolement, quartier de sécurité renforcée, il n'y a que le nom qui change pour des raisons politiques. La réalité reste la même !* ».

Le Quartier d'isolement de Besançon avait déjà fait parler de lui il y a un an et demi : morts suspectes, tabassage systématique des détenus maghrébins, gardiens membres du service d'ordre du F.N. (sic)... Le quartier était vidé à chaque visite de la commission de surveillance ou du procureur, puis rempli le lendemain. Des familles se sont vues refuser un parloir malgré leur permis de visite... Le juge d'application des peines ne répond pas quand les détenus lui demandent de venir constater la situation ! Quant à l'administration, elle justifie à postériori l'isolement en parlant de « *mesures de précaution* ».

Les peines distribuées par la justice ont été légères : 6 mois pour les mutins du premier procès, 4 mois pour ceux du second. Mais ils avaient tous été déjà jugés par l'administration : 45 jours de mitard, suppression des remises de peine et des conditionnelles, transferts successifs...

Les mutins ont insisté aux procès sur la situation actuelle à Clairvaux : tabassages, menaces de mort, mise à l'isolement complet de 25 à 30 détenus... L'un d'entre eux, Adjadj, subit ce régime depuis trois ans. Au quartier d'isolement de Saint-Maur, il ne reste que deux cellules inoccupées. Partout la situation est la même. Les Q.H.S., officiellement abolis, ont été rétablis.



Mutinerie des Baumettes, à Marseille.

### La révolte !

Comme le disait l'un des mutins à la fin du procès : « *La révolte est la seule manière de se faire entendre !* » Il faut donc nous organiser pour dénoncer les conditions de détention, relayer leurs luttes à l'extérieur. Les taulards sont otages de la pénitentiaire. Nous qui sommes libres de nos mouvements devons agir dehors et leur apporter le soutien qu'ils demandent. Il faut faire circuler cette réalité dans la société et manifester dès maintenant notre solidarité avant que d'autres émeutes n'éclatent (3).

**Emission « Parloir Libre »**

*NOTES*

*(1) Liste des mutins jugés le 31 mai 1988 :*
- *Henrique Fernandez, n° 6349 Q.I., CP Clairvaux 10 310 Bayel ;*
- *Jean-Paul Pied-Noir, n° 776 667, 3e division, cellule 95, Fresnes ;*
- *Hamid Mazzouz, n° 20 200 Q.I., Saint-Maur ;*
- *Michel Chaiewsky, n° 2228 B 21, Saint-Maur ;*
- *Daniel Del Papa ;*

*(2) Liste des mutins jugés le 2 juin 1988 :*
- *Mustapha Manoune (Clairvaux) ;*
- *Métayer (Clairvaux) ;*
- *Patrick Turillon (Dijon) ;*
- *Siegler (Fresnes) ;*
- *Caujolle-Bert (Besançon) ;*
- *Lehzar Hakkar (Mulhouse) ;*
- *Adjadj (Châlon-sur-Marne ).*

*(3) Nous vous rappelons qu'il existe deux émissions sur la prison en banlieue parisienne :*
- *« Parloir libre » (sur Canal 9, 90.9 MHz) émet le vendredi soir de 21 h 30 à 23 h. Son adresse : 18, rue Lavieuville, 75018 Paris (tél. : 42.23.39.39) ;*
- *« Intramuros » (sur Radio-Libertaire, 89.4 MHz) émet le dimanche soir de 21 h 30 à 23 h. Son adresse : 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : 42.62.90.51).*

*Enfin, le Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral (C.A.I.C.) tient une permanence le samedi de 16 h à 18 h au 29, rue Stephenson, 75018 Paris.*

## COLLECTIF « IL Y A 20 ANS... MAINTENANT »

# Droits de l'homme et crise idéologique

DEPUIS les années 60, nous assistons à l'éclatement d'une certaine logique. Une logique qui datait de l'époque des Lumières ; où l'homme dans une vision ascensionnelle se visait et se concevait comme un être en développement (Hegel) ; tendant vers un point Oméga (Theilhard de Chardin). Ou bien une logique scientifique dans laquelle le non-savoir apparaissait comme un continent noir à éclairer.

A cette époque, les hommes construisaient des tours de Babel rationnelles qui allaient vers le tout-savoir, vers une totalité qui n'était pas seulement une totalité de savoir, mais une véritable pierre philosophale permettant la vie éternelle, la sagesse, le savoir.

L'on pouvait dire qu'il existait une totalité à venir qui justifiait par un à venir certain et à dévoiler les actes de chaque homme. Ces actes pouvaient même, tout en obéissant à la même logique, être contradictoires et même antagonistes ; par exemple la bourgeoisie et le prolétariat se battaient dans une même logique, mais bien entendu dans des camps opposés. Il existait une vision de l'homme qui était une logique dialectique ou formelle, mais dans tous les cas une ascension à la recherche du point Oméga.

Dans les années 60, il y a eu une rupture radicale, un éclatement, une déconstruction de cette tour de Babel rationaliste. Et aujourd'hui, nous entendons le discours du non-dupe, le discours du repenti, le discours du nouveau réaliste performant qui n'arrive plus du tout à comprendre ce qu'il disait ou écrivait il y a vingt ans.

Cette incompréhension ne relève pas d'une mauvaise foi, mais d'une rupture, d'un éclatement d'une logique qu'il est plus simple de nommer « incompréhension ». Hier on se trompait, aujourd'hui on a raison. Hier on était dupe, aujourd'hui on ne l'est plus.

Dans cette énonciation de la rupture il y a reconnaissance de la rupture, mais il y a également sa négation. Ceux qui disaient « hier je me trompais, aujourd'hui j'ai raison » prétendent qu'il y a une même logique entre hier et aujourd'hui ; ils veulent dire que le problème est le même. Mais le problème n'est plus le même. Les données ont changé ; la logique de totalité totalisante n'existe plus, elle est éclatée.

Il ne s'agit pas de chercher les causes de cette rupture, car quand nous disons rupture nous parlons de quelque chose que nous ne pouvons que constater après coup. Toutes les justifications et les explications que nous pourrions donner maintenant relèveraient d'une symbolisation de l'après-coup.

En revanche, de l'après-coup, de la rupture, il s'agit de penser la réalité d'aujourd'hui, de penser ce qu'il faut construire.

Il existe deux réponses. L'une est la réponse intégriste, orthodoxe qui est, comme c'est le cas pour certains marxistes, de nier la rupture. Ils disent par exemple : « *Nous sommes dans un temps de reflux des masses...* ». L'autre est du côté de ceux qui entérinent la rupture, tout en la niant. Ils continuent à penser dans la même logique. Ils ont remplacé la totalité utopique et à venir par une autre totalité qui est la totalité de la réalité. Ils disent : tout « isme », toute idéologie, tout projet utopique est dangereux parce que la réalité « est ». Et la réalité, par une espèce de transformation alchimique, va devenir une réalité ontologique, c'est-à-dire que l'être *est* la réalité. Contre cet être qui était en devenir à l'époque des Lumières, l'être est dévoilé dans la réalité.

Ce discours peut s'accompagner d'une gestion gentille de cette réalité ; et cette gestion gentille de la réalité peut s'appeler... « droits de l'homme ».

La réalité est devenue un horizon indépassable ; on peut mal la gérer, ou la gérer plus ou moins gentiment. C'est pourquoi l'on peut se demander en quoi cette crise d'une certaine logique, d'une certaine rationalité regarde les hommes et les femmes qui s'intéressent à la chose publique, à la politique, à la société ?

Et plus précisément, en quoi une crise de la pensée, de la rupture de la pensée concerne le militant des droits de l'homme qui sera requis ou appelé par les réalistes pour être le garant de la bonne gestion humaine de cette réalité ?

En quoi cette crise regarde la personne qui se dit : « *Je m'autorise à me mêler des affaires des autres ?* ». Cela est une vraie question, parce que si nous acceptons que la totalité, cette vérité à dévoiler qui justifiait les actes des hommes et des femmes, est éclatée ; tout à coup, le pourquoi militer, le pourquoi s'intéresser aux questions publiques doit trouver une justification ailleurs que dans cette totalité qui n'existe plus.

La première réponse, qui n'est pas unique, est la réponse spectaculaire. Il y a des images moches, il y a des images belles. Ce n'est pourtant pas une réponse, car une image n'est jamais porteuse d'un sens. Si un darwiniste de droite voit à la télé la persécution des Noirs, il dira : « *C'est moche à regarder, mais c'est comme cela.* » Si quelqu'un d'autre voit ces images, il pourra dire : « *C'est moche à regarder, alors cela m'engage, je suis un autre de cet autre* » ; il s'identifie et se révolte. Si c'est quelqu'un qui se dit : « *Moi c'est moi, lui c'est lui, mais quand même je vais l'aider* » ; il donnera deux sous.

L'image n'a pas un message unique, chacun va l'interpréter et la façon d'interpréter l'image dépend de la réponse que l'on va donner. L'image ne peut pas être une réponse, ce ne peut être qu'un appel renouvelé à la réponse. Mais, quelle est la réponse ?

La réponse se trouve compromise par la rupture. C'est déjà un premier exemple qui montre que le militant des droits de l'homme est intéressé par la crise de la pensée. Parce que si la réponse ne peut plus venir d'une totalité de référence qui autorisait, justifiait et motivait les actes du militant dans l'époque révolue, si la réponse ne peut plus venir du registre d'une nécessité extérieure, il faut justifier cette réponse autrement.

Or, le réalisme continue dans la même logique que dans l'époque de l'homme. Le réalisme va nommer la réalité comme une totalité qui va dicter la nécessité des actes des hommes et des femmes. C'est-à-dire que les hommes et les femmes agiront par cette réalité. Les réalistes sont dans la continuité totale par rapport à la logique éclatée.

Face à l'éclatement des idéologies, deux possibilités existent cependant. L'une est celle de dire que les grandes idées ont disparu, mais que la réalité existe et que l'on peut donner un week-end, une heure par semaine, ou bien un dixième de son salaire pour combattre ce que l'on n'aime pas. C'est la vision des droits de l'homme comme un plus, à travers laquelle on pourrait se dédouaner d'une mauvaise conscience face à une image moche. On peut aussi se dire que cette question des droits de l'homme est devenue très compliquée et que, heureusement, il y a des techniciens qui peuvent s'en occuper. C'est une autre piste développée par les réalistes : les problèmes des hommes et des femmes sont la chose des techniciens.

Tout le monde est mis dans la même situation de rupture, mais il apparaît qu'un certain type de militantisme pour les droits de l'homme est, aujourd'hui, la béquille indispensable pour que le discours réaliste puisse tenir.

Car, si la réalité est devenue l'horizon indépassable, nous ne pouvons pas empêcher les gens de regarder toutes les poches de réalité : la famine, la mort, la torture... On dit aux gens, la réalité est un horizon indépassable, mais on ne peut pas leur cacher que dans cette réalité-là il y a des horreurs.

Alors, pour éviter que les gens reviennent à une pensée politique, on leur dira que dans la réalité il y a bien sûr des problèmes, mais que l'on va essayer, sans questionner les structures, d'améliorer le fonctionnement de cette réalité. La réalité est dans tous les cas le bien suprême à ne pas questionner, car tout questionnement ne pourrait être que néfaste.

Il s'agit donc de dire qu'aujourd'hui, il y a une masse de gens qui refusent de baisser les bras et pour lesquels cette poche d'horreur dans la réalité continue à compter. Il s'agit d'inviter ces gens-là à penser cette réalité.

Il s'agit de trouver de nouveaux concepts qui permettront de soutenir et de construire une pratique alternative, non pas pour créer une nouvelle totalité, mais pour imaginer de nouvelles formes de solidarité et de pratiques politiques.

**Chantal de Casabianca**
**Miguel Benasayag**
**collectif**
**« Il y a 20 ans... maintenant »**